



Journal de la Coordination Communiste
Nord - Pas de Calais,
du Cercle Communiste d'Alsace et du
Cercle Communiste de La Région Parisienne

L'heure de la riposte à Sarkozy a sonné !



L'élection de N. Sarkozy, suivie de la mise en œuvre d'une politique de casse à marche forcée des acquis sociaux aurait pu repousser à bien plus tard la mobilisation des salariés...

Que n'a-t-on pas martelé sur les « privilèges » des fonctionnaires, le poids de leurs salaires et pensions sur le budget de l'Etat et « l'inéquité » des régimes spéciaux de retraite des agents publics.

Ce gouvernement nous présente l'économie du pays « au bord de la faillite », nous n'aurions plus les moyens d'une politique de solidarité sociale. D'ailleurs nos voisins européens ont tous fait avant nous les réformes obligatoires... Conjointement, la majorité de droite n'est pas avare de cadeaux fiscaux pour les plus riches. En réalité, l'économie française se porte bien, les profits des capitaux sont enviables, les plus riches sans complexes étalent leurs privilèges en compagnie des gouvernants. Sûrs de leur impunité, certains n'hésitent pas à tricher avec la loi comme les dirigeants d'EADS pour augmenter encore plus leurs dividendes.

Nous assistons par contre à la mise en œuvre d'une politique ultra-libérale,



19 novembre, 9 h 30, Ateliers SNCF d'Hellemmes : 82% de grévistes, Reconstitution de la grève à l'unanimité des présents à l'AG !

AU SOMMAIRE...

- P2** - Paroles de Didier Le Reste, CGT Cheminots
- P3** - Sécu : « Faites payer les malades ! »
- P5** - Sans Papiers : Enseignements d'un été de résistance...
- P6** - Procès de classe contre Gérard Six
- P7** - ADN ; une République xénophobe
- P8** - Arche de Zoé : vers une guerre contre le Soudan ?
- P10** - Education : pas de hussards vert-de-gris de la République!
- P11** - Un Guy Môquet politiquement incorrect !
- P11** - 50 ans du Spoutnik : conquête spatiale et socialisme
- P13** - Octobre 1917 : 10 jours qui ébranlèrent le monde 70 ans durant !
- P14** - Palestine : une analyse du FPLP en exclusivité
- P16** - Bruits de bottes dans le Golfe Persique
- P17** - Amérique Latine : un exemple pour tous !
- P19** - Commémoration de l'assassinat du Che le 6 octobre : retour sur une journée militante
- P20** - Souvenirs de la braderie de Lille



exigée par les investisseurs internationaux, les engagements européens et la recherche du profit maximum par le Capital. A ces exigences communes à tous les économies occidentales s'ajoute en France la volonté revancharde du patronat de récupérer ce qu'il a dû concéder en 1945 face au rapport de forces, traduit dans le programme du Conseil National de la Résistance.

Cette politique de casse ne pouvait rester sans riposte : pas une semaine ne se passe sans une mobilisation d'une catégorie de salariés faisant valoir ses revendications.

Le 18 octobre a été le véritable premier coup de semonce. A la mobilisation des salariés des services publics contre la casse des régimes spéciaux sont venus s'associer d'autres salariés conscients des enjeux de cette lutte sur l'avenir des retraites du régime général. Les cheminots mobilisés à 85% ont pu mesurer l'ampleur de la mobilisation à la SNCF, et sans céder aux impatientes ont su créer les conditions d'une nouvelle action, cette fois sous la forme d'une grève reconductible à partir du 14 novembre. Les fonctionnaires ont fait grève le 20 novembre, contre le blocage des salaires (personne n'a vu son salaire augmenter de 140% comme celui de Sarkozy !) et contre les 23 000 suppressions de postes. Mais aussi – formulé ainsi par certains secteurs combatifs de la Fonction Publique, - contre l'allongement à 41 ans de la durée de cotisation pour la retraite prévu dès 2008 et pour le retour aux 37,5 annuités pour tous. Tandis que les étudiants se mobilisent, toujours plus nombreux, contre la loi Pécresse sur l'autonomie des universités.

Toutes ces mobilisations vont dans le sens d'une montée en puissance de la résistance à la politique ultralibérale.

Le gouvernement n'a de cesse d'opposer à la grève la « démocratie électorale » bourgeoise : Sarkozy aurait été élu en mai 2007 sur ce programme de réformes, cette « légitimité » des urnes ne saurait être battue par la rue.

C'est cela aussi notre « belle démocratie », qui permet à la classe des capitalistes, par l'intermédiaire de leurs représentants politiques, de se parer des « vertus » du suffrage universel - un suffrage qu'ils ont manipulé, orienté... (qu'on se rappelle la campagne médiatique !) - **pour pouvoir ensuite exercer leur dictature sur les travailleurs.** A noter qu'à l'inverse, quand le suffrage universel ne répond pas aux attentes du capital comme lors du référendum de mai 2005 sur la constitution européenne, la dictature de classe du capital contourne la voix du peuple qui a dit NON en décidant désormais de faire adopter simplement par le Parlement le nouveau Traité (copie quasi-conforme de celui rejeté).

Mais cette dictature capitaliste « démocratique » **n'est pas invincible** si les travailleurs prennent conscience de leur force. Et surtout, s'ils se donnent les moyens de combattre : il faut des mobilisations importantes, seules capables de faire céder sur le fond le pouvoir en place. De tous temps, c'est toujours des luttes majoritaires qui ont fait céder le pouvoir. Seulement les luttes ouvrières ne se décrètent pas, elles naissent d'une situation devenue insupportable et d'une prise de conscience des possibilités de mobilisation et de victoire. Le rôle des militants communistes, c'est de favoriser cette prise de conscience. Les organisations syndicales doivent quant-à elles tout faire pour coordonner les actions, les additionner afin de créer ces mouvements d'ampleur, **y compris en décidant de la grève générale, c'est-à-dire de la mobilisation de toutes et tous le même jour.**

Le rôle des communistes dans cette période, c'est de s'engager sans retenue dans un soutien aux salariés en lutte – par exemple en impulsant des comités d'usagers solidaires des cheminots en lutte -, d'œuvrer à l'élargissement du mouvement à tous les secteurs professionnels et de favoriser les prises de conscience pour que les luttes ouvrières se transforment à terme en exigences politiques.



Paroles de Didier Le Reste, CGT Cheminots

En attaquant les régimes spéciaux des cheminots de la SNCF, le gouvernement a mis au point une stratégie de combat aux objectifs évidents :

- D'abord, isoler le noyau le plus combatif du secteur public des autres secteurs, avec le refrain archiconnu mettant en cause leurs « privilèges » par soucis « d'équité ». Didier Le Reste, Secrétaire général CGT-Cheminots, en rappelle le contexte, largement dissimulé ou déformé par les médias :

« Le régime spécial a été créé en 1909 pour tenir compte des contraintes de notre métier : spécificité des tâches, obligations de sécurité, continuité du service public. Nous ne sommes plus au temps de la vapeur, mais ces contraintes existent toujours. 120 000 cheminots ont des horaires atypiques ou décalés. Les cheminots en ont assez d'être stigmatisés comme des privilégiés. En échange de la possibilité de partir à 55 ou 50 ans, les

cheminots touchent de plus petites retraites. 62 % des pensionnés de la SNCF touchent moins de 1500 euros brut par mois. Or on nous demande de travailler plus longtemps et de toucher moins. L'introduction de la décote va se traduire par une baisse des retraites de près de 30%. C'est inacceptable. (...) Je suis pour l'égalité et l'équité [entre les régimes de retraites], mais par le haut, pas par le bas. Je souhaite que les salariés qui ont des métiers difficiles, pénibles ou dangereux puissent partir à 55 ans. »

- Evidemment, chaque fonctionnaire sait qu'il bénéficie encore, quel que soit son métier, d'un « régime spécial de retraite » (calcul de la retraite basé sur l'indice détenu les

* JDD, dimanche 14 octobre 2007, Propos recueillis par Yann PHILIPPIN

6 derniers mois d'activité et non basé sur les 25 meilleures années comme dans le privé). En attaquant ces « privilèges » chez les cheminots, il est évident que tout « régime spécial » devient une cible imminente du gouvernement. Il s'agira alors d'isoler les luttes à venir dans le secteur public du secteur privé, puis de démotiver toute volonté de survie du secteur public lui-même à terme.

- Mais ces « régimes spéciaux » sont aussi des « acquis sociaux » : En liquidant ceux-ci, Sarkozy entend bien supprimer aussi toute forme d'acquis issus des luttes de nos parents et grands-parents. Si le gouvernement Sarkozy est un gouvernement de « rupture », il s'agit d'une rupture avec tout ce que l'après-guerre comptait d'avancées sociales pour les travailleurs. « *Le modèle social français est le pur produit du Conseil National de la Résistance, un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie* » affirme l'ex-n°2 du MEDEF, Denis Kessler, totalement décomplexé (*Challenges*, 4 octobre 2007). L'offensive concerne donc à terme l'ensemble du salariat, public comme privé... à commencer par un passage pour l'ensemble des salariés à 41 puis 42 ans de cotisations dès l'année prochaine. « *En 1995, on a parlé de grève par procuration. Or vous savez que le gouvernement prévoit une nouvelle attaque du système de retraite après les municipales de 2008. Il y a aujourd'hui une communauté d'intérêts entre ceux qui défendent les régimes spéciaux et ceux qui refusent une nouvelle remise en cause du régime général.* » affirme Didier Le Reste.

- Il s'agit bien sûr enfin d'une tactique psychologique de démoralisation : Le patronat et son gouvernement de droite dure veulent se venger de façon brutale et définitive du dernier grand mouvement social victorieux de novembre-décembre 1995. Pour cela, les mises en demeure se font de plus en plus violentes : « *Si les syndicats veulent l'épreuve de force, je suis prêt. Deux mois sans train, eh bien! Ce sera deux mois sans train. Ou plutôt deux mois sans les cheminots. Moi, j'imposerai le service minimum, avec l'armée s'il le faut* » Nicolas Sarkozy (source *Canard Enchaîné* du 11 octobre 2007). Le gouvernement se donne des airs de rouleau

FINI LA DICTATURE DES SYNDICATS
PLACE A LA DÉMOCRATIE !



compresseur... parce qu'il craint ces mouvements, parce qu'il craint une réédition des luttes populaires de novembre-décembre 1995, rendue plus puissante par l'exacerbation de la crise, de l'exploitation, la vie plus chère.

La CGT Cheminots a développé une stratégie à plusieurs étapes, de la grève « carrée » du 18 octobre, qui a été très largement suivie malgré les tentatives de divisions gouvernementales via les syndicats jaunes, à la grève reconductible de novembre, au moment où les mouvements sociaux anti-sarko se multiplient : « *Si on s'était engagés dans une grève longue du personnel roulant dès [le 18 octobre] on prenait le risque de dérapier vers un conflit catégoriel et de voir le mouvement s'affaiblir avec une division syndicale à la clé. Par ailleurs, certains nous auraient accusés de prendre en otage la finale de la Coupe du monde de rugby, dont la SNCF est le transporteur officiel. C'est également grâce à cette stratégie que d'autres secteurs professionnels, du public comme du privé, [ont été] à nos côtés le 18. Les cheminots ne veulent pas s'engager dans une aventure, et ne veulent pas s'isoler trop tôt. (...) Notre responsabilité est de conserver un front syndical le plus uni et le plus large possible.* »

« Faites payer les malades ! »

Les Franchises médicales ; une attaque contre la Sécurité Sociale

Une « franchise » laisse à la charge de l'assuré un montant de dépense de santé non remboursé. La loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2008 prévoit l'introduction de 3 franchises : 50 centimes d'euro (plus de 3 francs) par boîte de médicament, 50 centimes par acte paramédical (kiné, infirmière,...) et 2 euros par transport sanitaire utilisé. Elles viendront se rajouter à la franchise mise en place depuis 2005, à savoir le forfait de 1 euro non remboursé sur les consultations, les examens et les analyses de biologie.

Les franchises – comme c'était déjà le cas pour le forfait d'un euro – seraient plafonnées à 50€ par an et par patient. Ce qui reste à la charge des patients peut cependant aller bien au-delà. En effet, franchises et forfaits se superposent au ticket modérateur (le plus souvent 30% du montant des honoraires médicaux et 35% du prix de la majorité des médicaments remboursables). Et les assurés doivent encore s'acquitter d'un forfait de 18 euros sur les actes techniques de plus de 91 euros (en ville ou en établissement de santé) et un forfait de

17 euros lorsqu'ils sont hospitalisés. [Ces deux derniers forfaits et le ticket modérateur peuvent cependant être pris en charge par les organismes complémentaires de type mutuelles, quand on a les moyens de s'en payer une].

Au total, avant même la création des 3 nouvelles « franchises Sarkozy », le Haut Conseil pour l'Avenir de l'Assurance-Maladie estimait que le « reste à charge » atteint en moyenne quelque 400 euros par personne et par an et correspond à environ 3% du revenu ! Même si l'on prend en compte l'éventuelle couverture complémentaire par les mutuelles, le Haut Conseil évaluait tout de même à 110 euros par an et par personne ce qui reste à la charge de l'assuré, soit près de 1% du revenu moyen.

Par ailleurs, le montant des nouvelles franchises est « évolutif », et l'on sait ce que cela veut dire : lors de sa mise en place en 1983 (*tiens, par un gouvernement de « gauche » !*) le forfait hospitalier n'était que de 3€... Ajoutons que si les bénéficiaires de la CMU, les enfants et les femmes enceintes sont exonérés des 3 nouvelles

franchises Sarkozy [et encore, ce fut le fruit des premières mobilisations], en revanche, les patients en affections longue durée (cancer, diabète, sclérose en plaques, etc.), se verront appliquer ces franchises [sauf si la lutte...]

La destruction de notre système de protection sociale

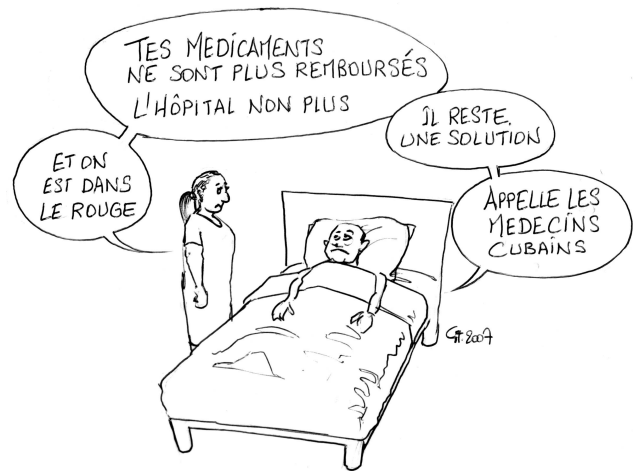
Mettre en place des « franchises » dans la Santé, c'est réduire la Sécu à une vulgaire assurance auto ! C'est la fin du principe fondateur de la Sécurité Sociale, mise en place en 1945 par le ministre du Travail communiste Ambroise Croizat : un système solidaire dans lequel chacun cotise selon son revenu et reçoit selon ses besoins ; un système qui protège de la même façon personnes en bonne santé et malades, sans culpabiliser ces derniers. En faisant payer les malades, on quitte la logique de la solidarité pour celle de l'assurance privée !

Le système de protection sociale français est assis pour son financement sur le salaire avec la partie dite « socialisée » ou « différée » de celui-ci (différence entre la partie brute et nette du salaire) : les fameuses « charges sociales » du vocabulaire patronal. C'est cela que le MEDEF entend supprimer pour parvenir à la baisse du prix du travail. Les franchises et autres forfaits, qui signifient donc une « privatisation » au sens strict de la santé, puisque le financement des dépenses de santé est pris en charge par le patient lui-même, à partir de son salaire net, conduit donc le patronat à s'accaparer la partie socialisée du salaire et à se détourner par conséquent de ses obligations en matière de financement du système de santé. Par ailleurs, l'argument utilisé pour obliger les patients à mettre la main à la poche est toujours l'argument du trou de la Sécu... lequel est justement creusé par le patronat et le gouvernement !

Petit rappel... [le « trou » serait de 11 milliards d'euros] :

- Les stock-options (mode de rémunération du patronat aujourd'hui) sont exonérées de cotisations sociales, ce qui représente 25 milliards d'euros en moins dans les caisses (chiffres de la cour des comptes) ;
- Une partie des taxes sur le tabac, destinée à la Sécu, n'est pas reversée, ce qui représente 7,8 milliards d'euros, ni une partie des taxes sur l'alcool, ce qui représente 3,5 milliards d'euros (Rapport des comptes de la Sécu pour 2003) ;
- Sans parler des retards de paiement des entreprises, qui s'élevaient à 2 milliards d'euros...

Au demeurant, face à cela, les recettes attendues de ces nouvelles franchises se situent bien en deçà : 700 millions



d'euros par an attendus pour la plus « juteuse », la franchise sur les boîtes de médicament. Mais il est vrai que le gouvernement ne prétend même plus que l'argent va servir à « boucher le trou », tellement l'argument devient éculé ; plus écœurant encore, il préfère jouer sur la corde sensible en prétendant que l'argent des franchises servira à financer les plans « cancer » et « Alzheimer ». A votre bon cœur Messieurs Dames ! C'est ça aussi le sarkozysme : la manipulation des sentiments pour extorquer des sous aux malades et mettre à bas toute la philosophie de notre système de santé solidaire.

La mobilisation

Ces franchises médicales ont suscité et suscitent encore une vaste réprobation, y compris exprimée par les directions des Caisses d'Assurance Maladie. Un collectif national contre les franchises médicales et pour l'accès aux soins pour tous a été mis en place dès l'été, avec des déclinaisons locales. La Coordination Communiste 59/62 participe ainsi au Collectif Nord-Pas-de-Calais, un collectif qui réunit associations de malades (Aides), organisations syndicales (Solidaires, FSU, mais une seule structure de la CGT, la CGT en tant que telle brillant par son absence), organisations politiques (le PCF notamment). A son actif, une manifestation, plusieurs rassemblements et une pétition unitaire, avec un premier dépôt de 3300 signatures le 12 novembre.

Pour nous, cette mobilisation participe de la constitution du large front antilibéral contre la politique sarkozyste. Sur ce terrain-là comme sur d'autres, nous travaillons à étendre et renforcer ce front.

Un témoignage sur le danger des franchises médicales : « l'exemple » suisse

« En Suisse, lorsqu'on devient résident, on doit obligatoirement s'affilier à une des nombreuses caisses d'assurance-maladie, qui sont privées. Dans un premier temps j'ai voulu m'inscrire auprès de la caisse de mon mari, mais elle m'a refusée car j'avais déclaré dans le questionnaire d'entrée que j'étais sujette aux rhumes des foins. J'ai donc omis de le signaler pour trouver une nouvelle caisse. J'ai alors dû choisir entre différents niveaux de franchise, c'est-à-dire le seuil en deçà duquel rien n'est remboursé. La cotisation mensuelle dépend du niveau de garantie, et non des conditions de ressources : plus on cotise, plus la franchise est basse et plus on est remboursé rapidement. Pour ma part, je verse chaque mois 450 francs suisses (273 euros), mais je commence à être remboursée que si mes frais de santé dépassent 400 francs suisses dans l'année (242 euros). Cependant, une fois le montant de la franchise atteint, je ne suis pas remboursée intégralement, mais à un peu plus de 80 %, et les frais dentaires et optiques ne sont pas pris en charge du tout. En fait, je cotise depuis deux ans et demi, mais je n'ai jamais été remboursée, n'ayant pas atteint le montant de ma franchise. Les consultations coûtent très cher : elles sont chronométrées et le tarif grimpe très rapidement en fonction du temps passé dans le cabinet du médecin. Donc, en pratique, j'essaie de ne jamais aller chez le médecin en Suisse et quand j'ai un problème, je consulte en France, sans être remboursée puisque je ne suis plus affiliée à la Sécurité sociale. Autour de moi, les Suisses évitent également au maximum de consulter : ils s'auto-médamentent et il est extrêmement rare qu'ils prennent un arrêt de travail. » Source : La Tribune, 6 août 2007.



Ce travail présente, sur la base des archives originales, une histoire de l'intégration européenne assez éloignée de celle qui caractérise l'historiographie dominante française. Il offrira donc aux étudiant(e)s qui préparent l'agrégation ou le CAPES d'histoire en 2007-2009, sur la question de Contemporaine: « Penser et construire l'Europe, 1919-1992 », l'occasion d'une ouverture sur une vision moins « eurooptimiste » que celle qui a envahi, sinon submergé le champ éditorial.

Les autres lecteurs y trouveront l'écho d'une préhistoire et d'une histoire de l'intégration européenne annonçant les orientations sur lesquelles ces étapes préliminaires ont débouché.

Postface de l'auteur : « On est frappé par l'extraordinaire ressemblance entre les deux après-guerres: poids des Américains dans le règlement franco-allemand; vigueur des liens de capitaux « européens », renforcés par l'étape décisive de l'Occupation; rôle nul de l'« ogre soviétique » (sarcasme du chef du Bureau Europe du Département d'Etat, ambassadeur US à Stockholm - 1948). Les archives excluent autant après 1945 qu'après 1919 l'europanisme sincère qui constitue la vérité révélée de la science politique française. Les dirigeants français, politiques et économiques, cherchèrent à se ménager la meilleure part possible dans une « Europe » allemande, s'efforçant de différer la manifestation éclatante de l'inégalité entre les deux pays. Les débuts du siècle avaient fixé une ligne que le second après-guerre n'infléchit pas, bien que ses artisans, tel François-Poncet, jouassent parfois les Cassandra sur un Reich rendu grâce aux bontés américaines à son antique grandeur contre une France amoindrie: « Le jour où l'industrie française serait condamnée à la stagnation et ne pourrait plus faire contrepoids à la Ruhr, l'équilibre de forces sur quoi repose en définitive la Communauté se trouverait rompu. Luxembourg cesserait, à plus ou moins lointaine échéance, d'être la capitale européenne du charbon et de l'acier sous direction française. C'est à Düsseldorf que, de toute l'Europe occidentale, les dirigeants de l'industrie lourde se verraient contraints de venir se présenter aux ordres » (Lettre de François-Poncet à Georges Bidault - 12.08.1953)

Les fonds économiques éclairent surtout la reconstitution du cartel de 1926 et la liberté exceptionnelle rendue cinq ans après la Libération au Comité des Forges nouvelle manière. Le principe de supranationalité, nouveauté apparente de ce vieux dispositif qualifiée d'« alibi » par les experts se confondit dès la conception de l'« intégration européenne » avec la contrainte sur les salaires. Ce choix d'un mode de gestion du capital variable associant les efforts étatiques et patronaux de plusieurs nations apparaît comme un élément majeur de l'histoire de l'Europe occidentale dans la deuxième moitié du XXème siècle. »

* Annie LACROIX-RIZ est professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris VII - Denis Diderot et auteur de nombreux essais dont notamment: « *Le choix de la défaite: les élites françaises dans les années 1930* », « *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide 1914-1955* », « *Industriels et banquiers sous l'occupation: la collaboration économique avec le Reich et Vichy* » [Armand Colin] et « *L'histoire contemporaine sous influence* » [Temps des Cerises].

Sans Papiers et soutiens en lutte pour la régularisation :

Les enseignements à retenir de cet été de résistance exemplaire !

Le 30 septembre dernier, le Comité des Sans Papiers 59 organisait un grand concert de soutien en plein centre de Lille, qui a réuni près de 10 000 personnes. Cet exploit militant a démontré à la Préfecture, à l'Elysée, le degré d'implication des Sans Papiers en lutte dans la métropole, de leurs soutiens, des populations sensibilisées par leur situation et le traitement abject réservé par le préfet Canepa à plus de soixante sans papiers en grève de la faim au cours de l'été (harcèlement policier, brutalités dans les hôpitaux, refus de soins et expulsions des urgences, expulsions au Maroc et en Guinée de camarades n'ayant pas mangé depuis deux mois). C'est aussi le résultat du travail mené par un mouvement organisé et expérimenté de lutte, le CSP59, dont la pratique peut inspirer d'autres combats sociaux et les militants impliqués dans les luttes de classe et les luttes démocratiques.

Qu'est-ce que le CSP59? C'est d'abord la réunion volontaire de travailleurs sans papiers luttant pour la



régularisation de leur situation administrative, afin de ne plus être dans l'illégalité devant la loi française. Il s'agit donc pour eux avant tout de sortir courageusement de la clandestinité dans laquelle les patrons avides de main d'œuvre bon marché, et l'Etat complice cherchent à les maintenir.

Le CSP59 est constitué d'une instance décisive qu'est l'Assemblée Générale où toutes les décisions stratégiques se

prennent, puis d'un Bureau chargé d'exécuter les orientations et de la tactique pour atteindre les objectifs revendicatifs. Ces instances de décisions sont complétées par un pôle juridique constitué de militants associatifs bénévoles dont le rôle est de traduire par des négociations et la défense argumentée en préfecture la mobilisation active et militante des sans papiers et soutiens. Cet été lors des 75 jours de grève de la faim, des citoyens révoltés

par la sauvagerie répressive de l'état se sont mobilisés et ont décidé en lien avec le CSP59 de s'organiser par zone géographique pour poursuivre le travail de sensibilisation et de popularisation du combat légitime des travailleurs sans papiers. Cette nouvelle forme d'organisation s'ajoute aux instances déjà existantes.

L'Assemblée Générale du CSP59 est ouverte à tout militant qui veut s'investir dans la lutte des sans papiers. La possibilité d'aborder les problèmes et questions mises à l'ordre du jour par toute personne présente permet de prendre en compte les différents avis au sein du CSP59 afin de définir l'orientation la plus pertinente des actions à mener. Au final, seuls les sans papiers ont droit de vote dans les prises de décisions nées de ces échanges. Une fois la décision prise, l'ensemble du mouvement et de ses structures agissent dans le sens de la décision prise. C'est ainsi que prévoyant l'éparpillement des sans papiers suite à l'expulsion manu militari des sans papiers de la bourse du Travail, l'Assemblée Générale du CSP59 a confié au Bureau la conduite tactique de la résistance jusqu'à la décision de suspension de la grève de la faim par les sans papiers eux-mêmes.

Organisation « manipulée », « totalitaire », « anti-démocratique » ? Les insultes, calomnies et diabolisations

Grenelle de l'Environnement ... des reconduites à la frontière plus respectueuses de la planète!



qui pleuvent, du côté du préfet Canepa, pantin manipulé par Sarkozy, sont à la hauteur des problèmes que lui pose le CSP59... Mais quand il ordonne l'expulsion immédiate de sans papiers malades, vomissant du sang, incapables de marcher après deux mois de grève de la faim, parce qu'ils ont le tort de vouloir travailler dignement dans notre pays, les militants, les citoyens savent dans quel camp se trouvent la démocratie, l'humanité et le bon droit !

Le CSP59 est également connu pour mener des luttes communes et solidaires de tous les autres travailleurs, pour poser à chaque occasion dans les luttes sociales la question des sans papiers, et développer l'unité des travailleurs sans papiers et avec papiers.

Il est connu enfin comme une organisation où de nombreux ex-sans papiers régularisés continuent de lutter pour leurs camarades, où de nombreux citoyens font leur entrée dans le militantisme politique et découvrent la lutte concrète, où l'on trouve ensemble, à l'occasion des traditionnelles manifs du mercredi soir place de la République, des camarades de toutes origines, y compris sociales.

Dimanche 30 septembre, grand concert du CSP59 « mettons la préfecture sous surveillance ! », avec M.A.P, Axiom, Marcel et son Orchestre, ...



Procès de classe contre Gérard SIX, délégué USTM-CGT de Renault-Douai !



Le vendredi 24 août 2007, au 69ème jour de leur grève de la faim, 21 sans papiers sont présentés devant la Cour d'Appel de Douai. Le Juge des Libertés et de la Détention avait auparavant décidé de les libérer, mais le Procureur et le Préfet du Nord avaient fait un appel suspensif.

La mobilisation est forte à Douai ce jour-là. Parmi les militants syndicalistes, associatifs, les citoyens, il y a une délégation des métallos CGT de Renault Douai. Un des camarades métallos, responsable du Collectif Auto du Nord/Pas de Calais, Gérard Six, est pris à partie par la police et amené manu militari au commissariat central de Douai au motif qu'il « possède une arme blanche ». En fait il s'agissait d'un canif que n'importe quel ouvrier de ce pays a dans sa poche pour le casse-croûte du midi ou de la pause. Gérard Six est, pour un tel motif provocateur, mis en garde à vue et traîné devant le Tribunal de Grande Instance de Douai le vendredi 5 octobre. Les amis

politiques des patrons ont cherché à intimider et punir la solidarité exprimée par les ouvriers de la métallurgie avec les travailleurs sans papiers.

Ce jour-là, plus de 150 manifestants dont des sans papiers se mobilisent pour dénoncer cette cabale judiciaire anti-ouvrière.

La solidarité entre travailleurs français et travailleurs immigré(e)s avec ou sans papiers est criminalisée par le gouvernement dans le but d'empêcher l'unité des luttes sociales. C'est d'autant plus une exigence patronale que la classe ouvrière subit les rythmes et cadences infernales de travail, cadences et rythmes qui ont causé de multiples suicides ces temps-ci dans les entreprises de l'automobile à Renault et Peugeot.

L'incongruité de la charge judiciaire préfectorale a été démontrée et les poursuites contre Gérard Six annulées.

Le test ADN, une loi supplémentaire pour la construction d'une République xénophobe

Le recours au test ADN fait partie de la loi sur le regroupement familial. Désincarnée de toute humanité, elle n'est en fait qu'une loi autorisant une gestion policière des familles : contrôle au préalable de « la maîtrise de la langue française et des valeurs de la République » ; obligation de prouver un niveau de ressources nécessaires jusqu'à 1,2 le Smic hors prestations sociales,

renforcement des menaces de suppression des allocations familiales à travers un « *contrat d'accueil et d'intégration pour la famille* » signifiant qu'au moindre démêlé avec la police ou la justice d'un membre de la famille, ce sera l'expulsion immédiate. A ces conditions, beaucoup de familles « françaises de souche » seraient, elles aussi, exclues du regroupement familial. Mais ce n'est pas encore suffisant, s'ajoute une énième condition toujours plus abjecte, le recours au test ADN. Les trois conditions essentielles (l'aspect volontaire de la demande, l'information des personnes « testées » et l'habilitation des personnes qui procèdent à ces tests) de l'amendement du député UMP Thierry MARIANI, présentées comme n'étant qu'un moyen de lutter contre la fraude documentaire, ne sont en réalité qu'une entrave supplémentaire au regroupement familial. Quant à l'argument « *cela existe dans d'autres pays* », il est tout autant fallacieux car, si effectivement ces tests existent dans d'autres pays européens, ils ne font pas pour autant l'objet d'une loi car il s'agit uniquement d'une possibilité de pouvoir prouver sa filiation.

Avec la politique de l'immigration choisie et la loi sur le regroupement familial, **le recours aux tests ADN représente un réel danger pour notre nation** car c'est une transgression du principe fondateur des droits de l'homme de notre République « *les humains naissent libres et égaux en droit et en dignité* » : contraire aux principes d'égalité et de non-discrimination de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (ratifiée par la France), de la Convention Internationale des migrants, de la celle de l'ONU, cette disposition transgresse le droit à vivre en famille et rompt le principe d'égalité devant la loi en privilégiant la famille nucléaire biologique au détriment des autres formes de familles, recomposées ou adoptives. Cette politique a aussi pour finalité de supprimer les acquis gagnés par des luttes menées depuis 1945 par l'immigration (venue pour la reconstruction de l'après guerre et pour faire face ensuite aux besoins de main d'œuvre), par le mouvement syndical et démocratique en France. De ces luttes et des marches pour l'égalité des droits à partir des années 80, l'immigration avait gagné le droit de vivre en famille par le regroupement familial, puis l'obtention de la carte de résident de 10 ans, votée à l'unanimité par l'Assemblée Nationale en 1984. En supprimant ces acquis, c'est l'ensemble des acquis sociaux du peuple de France qui sont menacés : les conditions posées sur le regroupement familial n'ont que pour seul intérêt, celui des patrons, du capital : quand l'immigration est choisie en fonction de sa

Grenelle de l'environnement

... pour une meilleure traçabilité des produits d'importation pour nos élèves!



rentabilité, le sort de tous les travailleurs "français de souche" en est et sera de même.

Mais ces indicateurs ne sont pas les seuls, d'autres sont annonciateurs d'une évolution grave car ce processus d'inspiration xénophobe et raciste n'a pu réellement être combattu malgré les oppositions pourtant massivement exprimées, y compris dans le camp même de l'UMP : trois députés UMP ont voté contre et 21 se sont abstenus. La loi a ainsi semé la division jusqu'au plus haut niveau de l'Etat avec des opposants

comme Henri Guaino, conseiller du Président, plusieurs ministres : de Bernard Kouchner à Christine Boutin, en passant par Martin Hirsch, Jean-Pierre Jouyet, Fadela Amara et Valérie Létard ou encore François Goulard, député UMP du Morbihan, Françoise de Panafieu, candidate UMP... Opposition aussi du MODEM dont les élus, avec François Bayrou ont voté contre ; L'opposition de personnalités de droite de premier plan, dont 3 anciens Premiers ministres n'y a rien fait et on ne peut pourtant pas qualifier de progressistes des individus comme Edouard Balladur ou encore Dominique de Villepin (« *réclamant le retrait pur et simple du dispositif sinon le Conseil constitutionnel le retoquera* »); opposition des communistes et des Verts qualifiant les tests ADN de « *peste biologique qui institue la xénophobie d'Etat* » et saisissant le Conseil constitutionnel (Simone Veil, ancienne membre de ce conseil ayant aussi exprimé son désaccord) dont ils espèrent la censure de toute la loi ; position rejointe par la « social-démocratie » du PS même s'il ne faut se leurrer car, derrière leur indignation, ils cherchent sans doute à se refaire une virginité à bon compte, n'ayant pas été exempts de mesures répressives envers l'immigration ; rappelons nous, entre autres, que c'est sur la déclaration du "socialiste" Rocard "La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde" que la classe dominante s'est toujours appuyée pour justifier sa politique répressive en matière d'immigration, que la politique d'expulsion par charters, la double peine a été inaugurée par le gouvernement Mitterrand, que les fameux accords de Schengen et la mise en place d'un « *bouclier européen contre l'immigration clandestine* » ont été signés par Jospin, alors premier ministre. Néanmoins, en tant que marxistes, nous devons prendre en compte tout élément créant un rapport de force dans la constitution d'un front antiraciste et écarter toute manœuvre trotskiste de division. Opposition encore, bien évidemment, des syndicats défendant les intérêts des travailleurs et de l'ensemble des associations de défense des droits humains ; de multiples déclarations ont, comme celle du président du MRAP, qualifié ce vote « *de régression, une tâche qui souille la page de l'histoire des droits et des libertés fondamentales* ». Enfin, même l'opinion internationale n'y a rien fait, le New York Times, par exemple ayant qualifié d'« *abjecte* » la loi sur l'immigration. Certes, avant SARKOZY-HORTEFEUX, les lois mises en œuvre réduisaient les droits des immigrés mais depuis leur arrivée au pouvoir, l'amplification rapide du processus de criminalisation de l'immigration, jusqu'alors affichée par l'extrême droite, ne peut que nous conduire à faire cet

effroyable constat : **Malgré l'Histoire, le combat contre le fascisme et le devoir de mémoire, le gouvernement et son sinistre ministère de l'identité nationale** en remerciant la frange d'extrême droite de son électorat **se rend complice de l'idéologie xénophobe de l'extrême droite qui fait le lit du fascisme**. Certes, il ne faut pas faire de confusion, nous ne sommes pas dans un régime fasciste comme à l'époque de l'occupation nazie et de la collaboration pétainiste mais on ne peut qu'être très inquiet lorsque se développe :

les rafles car il faut faire du chiffre en matière de déportations : les 125.000 arrestations pour 25.000 expulsions par an s'accompagnent d'une multiplication des contrôles d'identité, de la chasse au faciès, d'une intensification de rafles de parents à la sortie des écoles, d'expulsions de squats de travailleurs qui ne peuvent plus être logés décemment, de traque aux clandestins, d'une chasse à l'homme poussant de plus en plus d'immigrés à des actes désespérés ;

- **le fantasme de l'invasion** afin d'instrumentaliser électoralement une suspicion généralisée des immigrés devenus les boucs émissaires de tous les maux de notre société, opposant ainsi français et immigrés; pourtant le pourcentage de l'immigration en France est resté stable, 7%, tout le long du 20e et en ce début du 21e siècle; par contre, lorsque les employeurs effectuent un choix entre 2 candidats (1 non-issu de l'immigration et 1 issu de l'immigration mais donc aussi français) ce choix s'est porté de 4 fois sur 5 sur le candidat non issu de l'immigration* .

- **la répression des résistants**, qu'il s'agisse des Maires, du corps enseignant, de travailleurs sociaux, des personnels médicaux ou encore des militants syndicalistes

* Enquête menée par le Bureau International du Travail : « Etude par testing à l'embauche en France »

et citoyens progressistes, c'est toute notre société qui est mise sous pression dès lors qu'elle agit pour protéger des individus des lois racistes ;

- **les progrès scientifiques au service du capital et de l'État policier** : les premières notions de **pseudoscience** du sang ont été introduites dans le droit français sous l'occupation par les Nazis et leurs collaborateurs de Vichy avec les conséquences tragiques que l'on connaît. Le test ADN de la loi Hortefeux n'est pas une nouveauté : Sarkozy, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, avait déjà proposé un test ADN pour dépister le gène de la délinquance chez les enfants qui entrent à l'école maternelle et il avait suggéré cette même mesure pour débusquer le gène de la pédophilie ; rappelons aussi l'utilisation pourtant contestée des expertises médicales osseuses et dentaires sur les mineurs étrangers arrivant en France à seule fin de décider arbitrairement qu'ils ont plus de 18 ans et sont donc expulsables. Ces tests permettant la « traçabilité » des familles de travailleurs immigrés marquées comme du bétail sont une nouvelle illustration d'un État de plus en plus totalitaire.

L'acharnement xénophobe répressif anti-immigré du gouvernement Sarkozy et l'inhumanité profonde de leurs mesures sont le signe d'un capital en crise dictant sa loi qui ne peut apporter que de plus en plus de barbarie. Travailleurs, démocrates, français-immigrés réguliers et sans papiers doivent affirmer haut et fort leur solidarité envers leurs frères de classe immigrés, victimes de l'ignominie du gouvernement pour arrêter la machine infernale de la broyeuse sociale, de la division raciste qui fait le lit du fascisme et conquérir l'égalité des droits et de dignité!

Abonnez vous ! Abonnez vos amis !

Chèque à l'ordre de la Coordination Communiste
10 euros - 6 n° / BP 51, 59007 Lille CEDEX
coordcommuniste@numericable.fr

LE SCANDALE DE L'ARCHE DE ZOÉ : INGERENCE HUMANITAIRE POUR PREPARER LA GUERRE CONTRE LE SOUDAN ?

L'Arche de Zoé-France se présente sur son site comme « une association à but non lucratif dédiée aux enfants orphelins ». Surfant sur le sentiment humanitaire de certaines familles cherchant à adopter des enfants orphelins, l'Arche de Zoé a lancé « un cri d'alarme » à propos du Darfour en ces termes : « Il faut sauver les enfants du Darfour pendant qu'il en est encore temps. Dans quelques mois, ils seront morts ! » (www.archedezoe.fr). On peut comprendre que des familles d'ici, à la fois pour des raisons humanitaires, mais aussi parce qu'elles voulaient adopter des enfants orphelins, aient pu en toute bonne foi se laisser abuser par l'Arche de Zoé. Les sommes importantes payées pour adopter ou accueillir des enfants crédibilisent l'idée d'un « trafic d'enfants » volés.

La double identité – Arche de Zoé en France et Children Rescue au Tchad – apparaît comme un élément accablant,

renforce les soupçons qui pèsent sur cette association dite « humanitaire ». En France les enfants volés ont été présentés aux familles candidates à l'adoption comme étant des « enfants du Darfour ». Au Tchad les témoignages des parents des enfants éclairent encore plus la tentative de kidnapping : « Sans hésiter, sur une photo publiée en « une » du Monde, Abderrahmane Idriss pointe deux visages : celui d'Emilie Lelouch, la compagne d'Eric Breteau, responsable de L'Arche de Zoé, connue ici sous le nom de Children Rescue, et celui d'un blond barbu surnommé « Pépé ». Abderrahmane en est sûr : ces deux-là sont venus chez lui, à Gilané, lorsqu'il a été question d'envoyer ses trois enfants, Noura, 3 ans, Ibal, 5 ans et Yaya, 6 ans, à l'école d'Adré, à 10 km de sa maison de Pisé. Ils ont peu parlé. C'est l'Imam du village, très respecté, qui a mené la discussion et a réussi à convaincre Abderrahmane, 28 ans, pauvre cultivateur de mil et d'arachide, de donner leur chance à ses trois petits. Ils allaient apprendre



le français, l'arabe et, surtout, recevoir une éducation coranique.» (Le Monde du 05.11.07).

Mais l'affaire qui semblait être une opération d'escroquerie « humanitaire » prend très rapidement une tournure politique. Le Président Sarkozy est allé chercher une partie des inculpés par la justice tchadienne avant de déclarer cette monstruosité qui révolte la conscience humaine : « J'irai les chercher quoiqu'ils aient fait ». Plusieurs centaines de Français sont emprisonnés à l'extérieur pour divers délits. Jamais un président n'a osé s'adresser ainsi à un Etat et à un peuple souverain. Il n'y a que l'Afrique, les Africains que l'on peut se permettre d'insulter ainsi en toute impunité.

Auparavant le dictateur « ami » de la françafrique, Idriss Deby, après son cinéma sur la « fermeté », a retiré contre l'avis des populations concernées le dossier judiciaire au tribunal départemental d'Abéché où l'enlèvement des enfants tchadiens a failli se faire. Après le transfert des inculpés à la capitale, N'Djaména, Déby a capitulé en libérant sans enquête ni jugement les présumés « innocents ou coupables » de captures illicites d'enfants en vue d'expatriation.

Pendant ce laps de temps, l'Assemblée Nationale a aussi résonné d'exigences de « retour de nos concitoyens » sous le prétexte qu'au Tchad, « il n'y a pas de justice ». Dans cette illustre Assemblée des représentants du peuple, les députés de droite et du parti socialiste ont fait semblant de découvrir ainsi « qu'il n'y a pas de justice sous la dictature de Déby » en oubliant de préciser que cela n'est vrai que pour les Tchadiens, en oubliant de rappeler que ce sont les mirages de l'armée française qui ont bombardé et chassé en avril 2006 les opposants à la dictature qui étaient entrés armés dans la capitale tchadienne pour chasser l'autocrate « ami » et pur produit de la françafrique, en oubliant de signaler que des milliers de sans papiers tchadiens demandeurs d'asile politique sont déboutés parce que jusqu'ici « le Tchad est un pays démocratique où règne le multipartisme » !

Cette nauséabonde tentative de rapt d'enfants en terre africaine révèle la vraie nature des rapports de domination de notre impérialisme sur les Etats semi-coloniaux ou néo-coloniaux d'Afrique. Elle explique aussi pourquoi il est possible en toute impunité que le gouvernement Sarkozy/Hortefeux pratique la chasse aux sans papiers africains et applique particulièrement aux noirs dans le cadre de sa politique « d'immigration choisie » une répression raciste à peine déguisée.

Le contexte : En avril 2006, les forces armées françaises stationnées au Tchad sauvent l'autocrate président Déby de la débâcle. Les opposants insurgés tchadiens sont repoussés ; mais pas écrasés. Depuis Totalfina, la multinationale française, fait pression sans grand succès sur le gouvernement tchadien pour obtenir le gros lot dans l'exploitation du pétrole par rapport à ses concurrents anglo-saxons (Shell, BP, Texaco, etc). Entre temps Kouchner arrive au Ministère des affaires étrangères. L'alignement sur Washington et Tel Aviv devient la politique officielle en rupture avec la tradition gaulliste. L'impérialisme français sous la

houlette de Sarkozy s'intègre de plus en plus dans la stratégie guerrière des impérialistes yankee dans la recherche effrénée du contrôle des matières premières stratégiques, notamment le pétrole. Au Soudan, tout comme au Tchad, le pétrole coule. Mais au Soudan, c'est la Chine, dont l'économie est en développement accéléré, qui est le principal client.

Sarkozy se lance dans des provocations guerrières visant l'Iran, conformément à l'alignement total sur le sionisme au pouvoir à Tel Aviv. En effet les préparatifs actuels de bombardements, y compris nucléaire, contre l'Iran par les USA et Israël ne peuvent éventuellement trouver un « certain crédit » que si le « pays phare » qu'a été la France dans l'opposition à la guerre contre l'Irak s'y rallie.

Parallèlement, cette nouvelle alliance stratégique prédatrice et guerrière implique un partage des rôles dans la marche vers une nouvelle guerre de repartage d'un monde déjà partagé pour paraphraser Lénine. C'est dans ce cadre que l'impérialisme français a obtenu le déploiement d'une force militaire « européenne » sur le territoire tchadien à la frontière du Soudan aux abords du Darfour.

Voilà brièvement le contexte géopolitique et stratégique dans lequel éclate cette tentative avortée de vols d'enfants tchadiens par l'Arche de Zoé alias *Children Rescue*. Voilà pourquoi on ne peut écarter que cette affaire cache une véritable tentative de manipulation de l'opinion publique pour préparer les esprits à la guerre contre le Soudan. Voler des enfants tchadiens, les présenter en France comme des « enfants du Darfour » pour justifier une présence militaire « européenne » accrue au Tchad et puis, quand ils le décideront, la guerre contre le Soudan en utilisant de surcroît le prétexte d'y aller « sauver les petits noirs victimes du racisme des Arabes islamistes et intégristes au pouvoir à Khartoum ».

Sur cette hypothèse probable pour nous, certains esprits confiants en la démocratie bourgeoisie diront : est ce que la Coordination Communiste n'affabule pas ? Nous répondrons : rappelez-vous le « french Doctor » Kouchner en 1967 au Biafra, lieu où il fit sa réputation prétendument « humanitaire », mais en réalité où il était allé soutenir les sécessionnistes du Biafra dans l'objectif, déjà à cette époque, d'offrir les puits de pétrole nigériens à Elf et Total.

Cette fois, le stratagème a été éventé parce que tout simplement, l'utilisation des opposants tchadiens armés pour faire pression sur Déby par l'armée française tout en les contenant, a amené le dictateur tchadien à démasquer l'Arche de Zoé, instrument de ce plan machiavélique, pour contraindre ses protecteurs Sarkozy/Kouchner à renégocier le contrat qui lui assure la présidence à vie contre le peuple tchadien.

La françafrique bat de l'aile, minée qu'elle est par ses propres contradictions. Les manifestations des populations tchadiennes exigeant que justice soit faite au Tchad annoncent un réveil prochain des peuples africains à l'instar des peuples latino-américains. Alors agissons pour nous acquitter de notre devoir internationaliste contre notre impérialisme : pour la solidarité et l'unité de combat anti-capitaliste chez nous, et anti-impérialiste des peuples opprimés, étape indispensable vers la victoire du socialisme !



14/11 ; Des lycéens tchadiens ont manifesté dans les rues de N'djaména pour dénoncer le scandale aux cris de « A bas Nicolas Sarkozy, à bas les voleurs d'enfants », « La traite négrière, c'est ... »

Opération «dessins de Noël» dans les écoles du Nord en soutien aux forces armées engagées en « opérations extérieures » :

Nos enfants embrigadés dans le soutien à l'impérialisme français !

Décidément, le sarkozysme fait feu de tout bois, remettant au goût du jour – comme sous la III^{ème} République d'avant 1914 qui forgeait les jeunes esprits dans la haine de l'ennemi allemand - les pratiques douces de « préparation des esprits ».

Qu'on en juge par ce courrier de l'Inspecteur d'Académie du Nord [mais nous avons eu connaissance d'un courrier similaire de l'Inspecteur d'Académie de la Nièvre] envoyé à la mi-octobre à toutes les écoles : il leur était proposé de participer, en partenariat avec l'association « Solidarité Défense » présidée par l'Amiral Lanxade (!), à une opération « dessin d'enfant » pour le Noël des soldats des troupes française « engagées en opérations extérieures de restauration ou de maintien de la paix ». L'occasion, précisait la circulaire, « d'aborder avec les enfants l'engagement et les missions de nos forces armées ».

Il y a quelques années, Kouchner, l'homme de « l'ingérence humanitaire », embrigadait déjà les enfants des écoles dans l'opération « sac de riz pour la Somalie ». L'actuel Ministre des Affaires Etrangères prépare aujourd'hui la guerre contre l'Iran, tandis que des forces françaises sont stationnées aux quatre coins du monde, du Tchad à l'Afghanistan. Cette opération « dessins de Noël », qui sert à justifier la présence de ces troupes en « opérations extérieures », participe de cette préparation des esprits aux guerres futures.

Les enseignants ont réagi à cette circulaire, par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales. Nous



citons ci-dessous de larges extraits de la déclaration publique du syndicat CGT des enseignants du Nord, intitulée « Stop aux manipulations ! » :

« NON, NOUS N'INSTRUMENTALISERONS PAS NOS ELEVES !

Parce que, précisément, les enseignants, comme l'ensemble des citoyens de France, se demandent ce que fait l'armée française en « Opérations Extérieures » aux 4 coins du monde : en Côte d'Ivoire, en

Centrafrique, à Djibouti, au Kosovo, en Afghanistan, au Liban...

(...) Parce que ces soldats protègent les uniques entreprises et ressortissants français et laissent les enfants noirs se faire massacrer (Rwanda) ;

Parce que l'armée française n'est pas en Afghanistan et au Liban « pour la paix dans le monde » ou « pour notre sécurité » mais pour des projets politiques et des intérêts économiques.

NON, NOUS N'INSTRUMENTALISERONS PAS NOS ELEVES !

Parce que les milliards investis dans ces « Opérations Extérieures » pourraient servir, par exemple, à la santé de nos élèves, à augmenter le salaire de leurs parents et la retraite de leurs grands-parents ;

Parce que ces milliards investis aujourd'hui pour la guerre permettraient de créer des emplois de fonctionnaires dans l'Éducation Nationale et d'ouvrir, par exemple, des

structures publiques pour les élèves en situation de handicap.

NON, NOUS N'INSTRUMENTALISERONS PAS NOS ELEVES !

Parce qu'après les propos d'un Bernard Kouchner qui prépare « le pire » et après l'opération « Guy Môquet-le-patriote qui-a-donné-sa-vie-pour-la-France parce-que-la-France-on-l'aime-et-qu'on-n'en-a-pas-d'autre », nous continuons de **refuser que l'École et les enfants soient les instruments d'un projet politique va-t-en-guerre**;

Parce que le jour même où la lettre de M. l'Inspecteur d'Académie du Nord nous arrive, le premier ministre israélien Ehud Olmert vient en France accorder son violon avec Nicolas Sarkozy pour préparer l'attaque de l'Iran. Belle hypocrisie ! **Ainsi, pendant que nos élèves feraient des dessins pour la paix, on préparerait la guerre dans leur dos ?**

(...) Pour reprendre les termes du courrier de l'Inspection d'Académie: que pensez-vous d'une opération « dessin exprimant **la paix et l'amour, la joie** », destinée à tous les élèves « loin de leur famille », séparés de leurs parents après leur expulsion en Guinée, au Maroc ou en Albanie ? Ce serait « peut-être l'occasion d'aborder avec les enfants » la violation de la Convention des Droits de l'Enfant ratifiée par la France qui reconnaît le droit, pour chaque enfant, de vivre en famille ?

Objet : Dessins au profit de l'association Solidarité Défense

Mesdames, Messieurs,

L'association Solidarité Défense, présidée par l'Amiral Jacques LANXADE, soutient nos forces armées engagées en opérations extérieures de restauration ou de maintien de la paix.


A l'occasion des fêtes de fin d'années, elle envoie à nos soldats un colis dans lequel elle propose de placer un dessin d'enfant. Ce geste symbolise les liens entre la nation et son armée et peut-être l'occasion d'aborder avec les enfants l'engagement et les missions de nos forces armées.

Aussi, je vous propose de participer à cette opération en envoyant avant le 15 novembre vos dessins à :

Association solidarité Défense
19, rue de la Tour Maubourg
75007 PARIS

Vous trouverez en pièce jointe une fiche explicative de l'opération qui touche profondément nos soldats loin de leur famille en ces périodes festives.

L'Inspecteur d'Académie


Michel SOUSSAN

12.05.06 L'inspecteur d'académie **Michel Soussan** (premier à gauche), membre actif de l'ACORAM (Association des Officiers de Réserve de la Marine), accompagné d'Olivier Dupas, proviseur du LP Turgot de Roubaix se rendent à bord du bateau de guerre BSM Loire où 9 élèves de l'établissement viennent de suivre un « stage » de 4 jours.

Selon le site de l'ACORAM, « cette initiative sert à renforcer les liens entre les communautés enseignantes et militaires (SIC) en favorisant les échanges d'expériences. L'Ecole et la Défense ont beaucoup à gagner à ce rapprochement. Tout prouve que les militaires partagent avec les personnels d'éducation un certain nombre de valeurs fondamentales comme la défense du service public et la participation à la cohésion nationale (SIC) ».



Un poème de Guy Môquet ignoré par «l'hommage officiel» du 22 octobre. Et pour cause!...

*Parmi ceux qui sont en prison,
Se trouvent nos trois camarades
Berselli, Planquette et Simon
Qui vont passer des jours maussades.*

*Vous êtes tous trois enfermés,
Mais patience, prenez courage,
Vous serez bientôt libérés
Par tous vos frères d'esclavage.*

*Les traîtres de notre pays,
Ces agents du capitalisme,
Nous les chasserons hors d'ici
Pour instaurer le socialisme.*

*Main dans la main Révolution,
Pour que vainque le communisme,
Pour vous sortir de la prison,
Pour tuer le capitalisme.*

*Ils se sont sacrifiés pour nous
Par leur action libératrice.*

Ce texte saisi sur Guy Môquet le jour de son arrestation, il le dédie à trois de ses camarades de la jeunesse communiste du 17ème arrondissement de Paris. Le 20 octobre 1941, des résistants communistes assassinent l'Oberstlieutnant Karl Hotz de l'armée d'occupation allemande à Nantes. En représailles, Hitler ordonne aussitôt l'exécution de cinquante otages. Parmi eux, vingt-sept communistes détenus au camp d'internement de Châteaubriant. Ils sont sélectionnés par le ministre de l'intérieur vichyste Pierre Pucheu, en charge des tribunaux d'exception, qui préfère envoyer au peloton d'exécution des communistes, épargnant ainsi des « bons français ». Parmi les fusillés du camp de Châteaubriant, se trouvent entre autres Jean-Pierre Timbaud (secrétaire de la Fédération des Métaux CGT), Charles Michels (député communiste parisien) et Guy Môquet, le plus jeune, fils de cheminot syndicaliste et de député communiste. Guy Môquet avait été arrêté un an avant, sous le coup d'une loi interdisant la propagande communiste, et avait été emprisonné successivement dans les prisons de Fresnes, la Santé, Clairvaux et à Châteaubriant. **Il est possible que ce poème trouvé sur lui ait été un déterminant de son exécution.** Dans le prochain n° de Chantiers, nous reviendrons plus en détails sur les tenants et aboutissants de cette opération de récupération d'un Président qui parallèlement, s'emploie à fusiller tous les acquis du programme du Conseil National de la Résistance de 1945.

Voici 50 ans, l'URSS lançait le Spoutnik et la conquête spatiale



Le 4 octobre 1957, l'URSS envoie dans l'espace Spoutnik, le premier satellite artificiel de la terre. Cet exploit a permis au monde de rentrer dans l'âge cosmique. C'est la première fois qu'un objet lancé en l'air n'est pas retombé sur terre.

Le lancement fut vécu comme un véritable traumatisme par les USA, car les yankees étaient naïvement convaincus qu'ils

seraient les premiers à placer un objet en orbite circumterrestre. Plusieurs journaux comparèrent cet événement à un *Pearl Harbour* technologique. Cela prouvait selon eux -propagande de guerre froide oblige- que les soviétiques possédaient la technologie pour envoyer un missile nucléaire sur le continent américain.

Si le lancement de Spoutnik1 apparut pour les profanes comme un simple événement, il a marqué le début de la course entre les deux grandes puissances pour la conquête de l'espace.

Le Spoutnik, petite boule métallique de 83 kilos décolla à 02h28 avec une fusée R7, ancêtre du Soyouz, d'un pas de tir situé dans la steppe du Kazakhstan. De ce même site, baptisé Baïkonour décolleront par la suite le premier homme dans l'espace Youri Gagarine, la première femme dans l'espace Valentina Terechkova, le premier cosmonaute français Jean-Loup Chrétien,....

Satellisé sur une orbite elliptique à une altitude variant entre 230 et 950 km, il tournait autour de la terre en environ 98 minutes. Il restera en orbite jusqu'au 4 janvier 1958.

« **Avec cet exploit, l'ère spatiale a commencé** » raconte le constructeur Boris Tchertok, l'un des créateurs des premières fusées R7 qui permirent de placer l'engin en orbite. A 95 ans, Boris, ancien adjoint du légendaire constructeur Sergueï Korolev, père du programme spatial soviétique, se souvient de ce lancement comme si c'était hier.

« **Nous avons préparé le lancement de Spoutnik sans grand espoir. A l'époque, notre principal objectif était**

de mettre au point un missile de combat » confie Boris. **« Trois accidents du missile R7 - qui sera transformé en fusée - ont précédé le vol du Spoutnik. Le 15 mai 1957, un premier missile prend feu au lancement. Un mois plus tard, un deuxième missile refuse de décoller. En juillet 1957, un troisième R7 décolle, mais retombe sur terre. Le 21 août 1957, enfin un quatrième R7 atteint sa cible au Kamtchatka (extrême-orient soviétique) mais la tête du missile brûle. Il faut au moins 6 mois pour créer une tête de missile et Korolev propose en attendant de réaliser un autre projet, celui d'un satellite artificiel. D'autant plus que les américains annonçaient qu'ils avaient aussi l'intention de lancer un satellite à l'occasion de l'Année internationale de géophysique en 1958 »** explique Boris. L'Académie soviétique des Sciences était déjà en train de créer un appareil pour étudier l'atmosphère et l'espace, mais les scientifiques n'arrivaient pas à achever ce grand laboratoire volant.

« Korolev décide alors avec le soutien du gouvernement de fabriquer un satellite plus simple: deux hémisphères, un émetteur radio, des antennes et un système d'alimentation. Cela n'avait rien de difficile, le Spoutnik a été fabriqué en un peu plus de deux mois, alors que la création de la fusée avait pris trois ans » relève Boris. **« L'opération Spoutnik était initialement prévue pour le 6 octobre,** raconte à son tour Gueorgui Gretchko, ancien ingénieur et cosmonaute âgé de 76 ans, qui a participé aux préparatifs du lancement. **« Nous avons appris que les Américains s'apprêtaient à présenter le 5 octobre lors d'une conférence internationale un rapport sur les satellites Et s'ils préparaient un lancement à cette occasion? Nous en avons parlé à Korolev et il a accéléré les travaux. Nous ne voulions pas perdre la compétition »** explique-t-il. **« Le Spoutnik a été placé en orbite et commence à émettre son fameux « bip, bip ». Le lendemain, la Pravda, quotidien officiel n'y consacre que quelques lignes. A ce moment-là, nous n'avons pas compris l'importance de ce que nous avons réalisé, cela arrive souvent avec les grandes découvertes »** confie Boris, qui continue à enseigner et travaille comme consultant dans la principale société de construction spatiale russe RKK Energia.

Le Spoutnik sidère le monde et inquiète bien entendu les Etats-Unis qui, ne s'y trompant pas, vont redoubler d'efforts, d'autant que l'URSS lance un mois plus tard un deuxième Spoutnik avec à bord, autre sensation, un être vivant, la petite chienne *Laïka*. Ils s'empressent de créer le 1^{er} octobre 1958 la NASA, puis vont confier au savant allemand Von Braun, père des V1 ET V2 nazis (bombes volantes ayant causé la mort de plus de 6000 londoniens dans les années 40) leur programme d'envoi d'un homme dans l'espace. Bien que leur projet fût comme d'habitude annoncé à son de trompe, les Soviétiques leur souffleront cette première, ce qui leur était facile étant donné la capacité de leur lanceur Semioroka. Le premier cosmonaute de l'histoire, premier homme à voyager dans l'espace est soviétique: le 12 avril 1961, Youri Gagarine part à l'assaut du ciel, il réalise dans la capsule Vostok1 une révolution complète autour de la terre en 1 h 48 mn, à une moyenne de 250 km d'altitude.

Manu Chao, dans la chanson *Infinita Tristeza* de son dernier album reprend mot pour mot ses impressions: **« Chers Amis, lointains ou très proches, habitants de tous les pays et de tous les continents, dans quelques minutes un puissant vaisseau cosmique m'emportera loin dans l'espace. J'ai peine à décrire ce que j'éprouve, mais il me semble que j'ai vécu toute ma vie dans l'attente de ce moment-là. J'ai vraiment le sentiment d'engager un combat sans précédent avec la nature. Le moral est bon. Je poursuis le vol. Tout va bien. L'engin fonctionne parfaitement. »**

Ceux qui ont l'âge de s'en souvenir repenseront aux spéculations qui coururent toutes ces années-là. On se demandait dans les médias bourgeois si les Soviétiques n'avaient pas quelque carburant miracle ou tout autre chose du même genre. Ou l'on ressassait en boucle que leur avance n'était due qu'à l'espionnage scientifique, pire! aux découvertes secrètes de savants allemands faits prisonniers lors de la Deuxième guerre mondiale.

En fait, les scientifiques russes n'avaient fait qu'utiliser audacieusement des moteurs relativement simples, mais qui fonctionnaient fort bien. La liste impressionnante des défis soviétiques se poursuivra: le 14.10.1959, la sonde Luna2 entre en contact avec la Lune: c'est le premier engin spatial à atteindre un autre corps céleste, suivi en

1966 de la sonde automatique Luna9 alunissant en douceur, en 1970 de Luna16, premier préleveur automatique d'échantillons lunaires avec retour sur terre et en 1973, du premier robot explorateur Lunokhod1. Le 18.03.65, Alexeï Leonov réalise la première sortie extra-véhiculaire durant 15mn 43s. Le 19.04.71 est lancée Saliout, la première station spatiale habitée... Puis les sorties pour réparations et entretien se multiplient: ce sont les premiers travailleurs cosmonautes...

Avec le premier homme sur la lune (Armstrong - Apollo11- 20.07.69) et la mise en service de la navette Columbia (12.04.81), les américains rattrapent aisément leur retard. Car ce qui a tué l'effort soviétique dans le domaine de la

course à l'espace, ce n'est ni l'insuffisance scientifique, ni l'insuffisance technologique (que les Russes compensaient par des astuces bien supérieures à celles des occidentaux) mais c'est la stagnation de leur économie.

Il faut savoir que dans les années 1970, les soviétiques vont travailler sur le programme de navette spatiale Bourane, que certains considèrent comme la copie conforme de la version américaine. Pourtant, il n'en est rien, Bourane est plus évoluée que sa sœur Challenger. Mais suite à des problèmes de financement, le programme est arrêté vers la fin des années 1980. Malgré tout, les envois d'équipages dans l'espace se succèdent, pulvérisant des records de durée. Depuis quelques années, la Russie développe le véhicule Kliper qui doit remplacer le Soyouz. Ce dernier est en cours de développement avec notamment l'UE. Après le retrait des navettes spatiales US en 2010, Kliper et Soyouz seront les seuls à pouvoir emporter des humains vers la Station Spatiale Internationale ISS. Et ce jusqu'à l'arrivée du Orion américain (premier vol habité 2014).

Pendant des décades, la propagande occidentale s'est évertuée à qualifier la cosmonautique soviétique de rustique, de la présenter comme une menace militaire



Youri Gagarine, premier homme dans l'espace

pour le monde libre. Il n'empêche que voici peu ses robustes engins, soi-disant délabrés et démodés ont permis à plusieurs reprises d'envoyer ou de récupérer des astronautes américains bloqués sur l'ISS.

Par contre, depuis la chute de l'URSS, les missiles du Pentagone n'ont pas cessé de frapper « chirurgicalement » les peuples et nations rebelles. Pour accentuer son chantage, le docteur Folamour Bush s'apprête même à les proliférer en Europe centrale. Son programme de guerres des étoiles n'a pas disparu et ce malgré les accords internationaux! Alors, 50 ans après, la même question se pose: qui menace qui avec ses missiles et engins balistiques? Un Hiroshima, un Nagasaki peut-il se reproduire?

Pour nous communistes et progressistes, nous sommes très fiers que les soviétiques aient été les pionniers pacifiques de l'espace. Leur message de l'époque était sans ambiguïté. L'aventure spatiale ne signifie pas simplement l'exploration de l'univers, mais aussi son exploitation pour l'intérêt, le développement et le bien-être des peuples. C'est pourquoi aujourd'hui, nous refusons toute militarisation de ce bien universel.

Même si l'URSS a disparu, ses programmes, ses découvertes ont entraîné pour l'humanité des retombées

positives, inimaginables avant le lancer du Spoutnik: grâce aux satellites, on peut faire une meilleure météorologie, observer la terre pour prévenir les catastrophes naturelles, détecter les ressources en minerais, guider les navires, retransmettre à grande échelle des programmes de télévision, synthétiser des médicaments et alliage impossibles à obtenir dans un laboratoire soumis à la pesanteur terrestre, etc. Si la conquête de l'espace reste pour l'éternel réactionnaire synonyme de dépenses effrénées et inutiles, elle est devenue à la surprise générale des terriens, une entreprise humaine rentable à tous...

Finalement, l'humanité ne doit-elle pas ces avancées au socialisme réel?

En 1957, l'URSS, sortie des affres du féodalisme, de la contre-révolution, de l'intervention de 13 pays capitalistes, de la guerre civile s'était équipée sous Lénine et sous Staline, avait battu le fascisme et le nazisme, avait aidé tous les mouvements révolutionnaires communistes et avait dépassé les États-Unis, modèle du capitalisme. Les États-Unis n'étaient plus invincibles. Oui, le Spoutnik (*en russe : compagnon*) a accompagné nos espoirs et certitudes! Il nous fait encore rêver!

90 ANS APRES, LA REVOLUTION D'OCTOBRE RESTE NOTRE AVENIR !

Il y a 90 ans la révolution d'Octobre triomphait en Russie et changeait la face du monde. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un pouvoir ouvrier s'installait durablement et prouvait aux peuples du monde entier qu'une société sans exploitation est possible. Auparavant en 1871 la Commune de Paris avait tenté d'instaurer cette société nouvelle mais la première révolution prolétarienne fut noyée dans le sang par le massacre de dizaines de milliers d'ouvriers insurgés. Sur les traces des communards, les bolcheviks triomphaient malgré l'agression militaire de toutes les puissances impérialistes. La révolution d'Octobre, c'est d'abord la paix. Alors que les peuples du monde étaient plongés dans une guerre mondiale féroce pour les seuls intérêts de leurs capitalistes, alors que les sociaux-démocrates (les socialistes et sociaux libéraux d'aujourd'hui) se rangeaient dans chaque pays impérialiste derrière leur bourgeoisie en soutenant la guerre impérialiste, les bolcheviks décident de retirer leur pays de la boucherie mondiale. Dans la foulée ils publient les traités secrets trouvés dans les tiroirs des ministères tsaristes. Ils montraient ainsi à la face du monde comment les impérialistes se partageaient le monde dans un mépris total pour le sort des peuples et des travailleurs.

La révolution d'Octobre, c'est ensuite le pouvoir des soviets. Ces assemblées de travailleurs, paysans et soldats sont la nouvelle forme du pouvoir populaire. Les dirigeants bourgeois sont remplacés par les filles et fils du peuple. Les institutions bourgeoises cèdent la place aux conseils des ouvriers, des travailleurs en général, des paysans, des soldats. Ils, elles sont élu(e)s à la base par le peuple laborieux, électeurs les

connaissant et connaissant leurs activités, leur rôle dirigeant dans les luttes sociales et populaires. Ils, elles doivent rendre des comptes. Ils, elles sont révocables à tout moment. La coupure en trompe-l'œil entre le pouvoir législatif et exécutif est abolie : les soviets légifèrent, exécutent et gouvernent.

La révolution d'Octobre, c'est également la terre à ceux qui la travaillent. La confiscation des terres aux gros propriétaires terriens et leur distribution aux paysans sans terre et aux tout petits paysans réalisent pour la première fois dans l'histoire de l'humanité le rêve d'un droit à la terre pour tous les paysans travailleurs. Sur cette base et en partant de leur propre expérience ces paysans pourront quelques années plus tard passer à une phase supérieure et plus rationnelle : la collectivisation. La révolution d'Octobre, c'est ainsi avec la collectivisation, l'arrivée à la campagne de l'école, de l'électricité, des œuvres culturelles, du droit aux congés payés, de la mécanisation, etc.

La révolution d'Octobre, c'est aussi l'instauration pour la première fois dans l'histoire de l'humanité d'une économie planifiée qui remplace la concurrence entre les entreprises et qui oriente ses choix en fonction des besoins de la population et non des profits d'une minorité de patrons actionnaires. En quelques décennies l'économie planifiée démontre sa supériorité économique sur le système capitaliste : les crises économiques disparaissent, le chômage également, La Russie arriérée se transforme en URSS, c'est-à-dire une des premières puissances industrielles mondiales.

La révolution d'Octobre, c'est aussi l'instauration d'un état multinational qui met fin aux haines et préjugés



nationalistes, racistes qui divisent les peuples de l'ancien empire tsariste. Tous les peuples et toutes les nationalités ont des droits égaux dans l'URSS. Leurs droits linguistiques et culturels sont reconnus et garantis par l'état. La coopération et la conscience d'appartenir à un même état socialiste remplace le chauvinisme distillé depuis des siècles par les classes possédantes et dirigeantes. Le droit à l'indépendance comprenant le droit à la séparation est reconnu à toutes les républiques.

La révolution d'Octobre, c'est enfin un immense espoir pour les prolétaires et peuples du monde ainsi qu'une aide concrète à leurs luttes. Les puissances impérialistes sont affaiblies, ce qui accélère la lutte des peuples colonisés pour leur émancipation. Elles ont peur de l'exemple Russe, ce qui les contraint à faire des concessions sur les salaires et les conditions de travail, fondement de la dite « société de consommation » dans tous les grands pays capitalistes, laquelle est aujourd'hui de plus en plus mise à mal par la crise de surproduction de l'impérialisme. Surtout l'exemple vivant qu'un autre monde est possible développe la lutte des classes et les luttes nationales partout sur la planète.



C'est cette œuvre immense de la révolution d'Octobre qui explique que l'URSS a pu vaincre la bête hitlérienne. Les peuples d'URSS qui ont vu ce que la révolution avait changé dans leur vie concrète savaient pourquoi ils se battaient. Pour eux, se battre contre les fascistes ce n'était pas seulement éviter le pire mais aussi sauvegarder le mieux.

Le monde est replongé aujourd'hui dans la misère, le chômage, les guerres coloniales et impérialistes comme avant Octobre 17. On comprend pourquoi la

bourgeoisie mondiale a peur de l'exemple d'Octobre. Le système capitaliste qu'a aboli la révolution d'Octobre sur une partie de la surface du globe est à nouveau quasi-remondialisé et continue ses dégâts monstrueux sur le plan social, économique, politique et culturel. En retrouvant le chemin d'Octobre, celui des bolcheviks, nous retrouverons les moyens de détruire à nouveau ce système pour lequel nous ne sommes que des profits. Octobre reste notre avenir, Octobre est la flamme qui illumine déjà le futur.

Une analyse de nos camarades du FPLP, Front Populaire de Libération de la Palestine :

Entre Hamasland et Fatahland, le peuple palestinien est perdant !



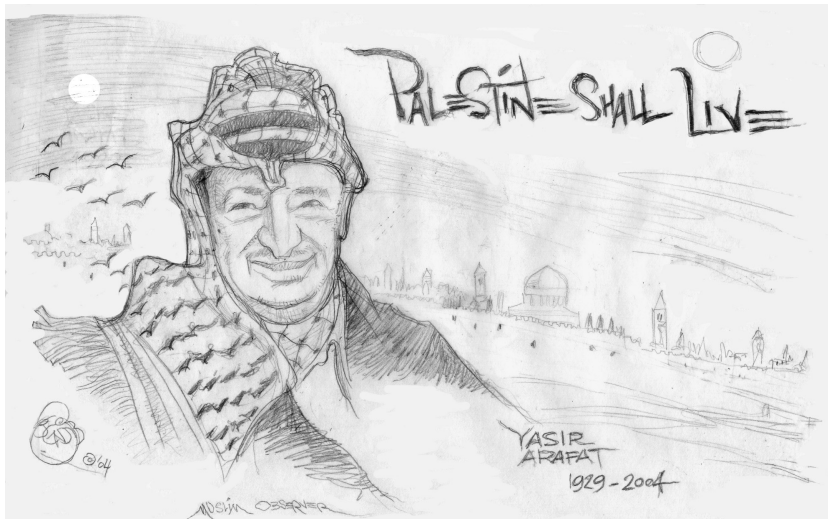
La succession des jours tragiques au quotidien continue. Ce 13 novembre à Gaza, un tournant est arrivé dans les relations inter-palestiniennes et notamment dans les relations entre les deux grands mouvements : le Fatah et le Hamas. Sept morts, 120 blessés et 400 arrestations sont le résultat de l'intervention des milices armées du Hamas contre les Palestiniens venus commémorer le 3^{ème} anniversaire de la mort de leur leader historique Yasser Arafat. Force est de constater que le Hamas s'obstine dans la logique sécuritaire. C'est l'attitude de ce mouvement depuis le 14 juin 2007, jour de sa prise de contrôle de la Bande de Gaza après avoir livré une bataille éclair contre les institutions de sécurité palestiniennes connues pour être contrôlées par le Fatah. Cette prise de pouvoir par la force a plongé les Palestiniens dans une nouvelle ère de

déchirement qui les éloigne de leurs intérêts nationaux pour lesquels des centaines de milliers des leurs se sont sacrifiés auparavant.

Comment en est-on arrivé là ?

En ce qui concerne le Fatah, depuis les accords d'Oslo au début des années 90, ce mouvement est entré dans une phase de bureaucratization en se confondant totalement avec l'autorité palestinienne. Ses militants étaient nommés dans les différents ministères et principalement dans les 9 institutions de sécurité. La direction du Fatah a favorisé un processus progressif d'une totale dépolitisation ; ainsi les policiers, les ambassadeurs, les ministres, tous les grands fonctionnaires (120 000 personnes) ont été absorbés par cet appareil institutionnel. Bien que le pouvoir de l'autorité palestinienne, sur la base des accords d'Oslo, n'était que fictif puisqu'il était vidé de toute souveraineté, les intérêts de pouvoir étaient, eux, réels.

Comment, alors, le Fatah pouvait-il faire de la politique et préserver son indépendance comme c'était le cas avant ? Faut-il rappeler que ce grand mouvement n'a pas tenu un seul congrès national depuis le milieu des années 80 ? La gestion de « l'autorité palestinienne » par le Fatah était caractérisée par un processus progressif de corruption, un phénomène ressenti au quotidien par la population palestinienne des territoires occupés ; sa perte des élections du 25 janvier 2006 est expliquée en partie par cette gestion. Et en même temps que la corruption progressait, le processus d'Oslo connaissait sur le terrain une régression rendant la vie du peuple palestinien plus difficile chaque jour. Au niveau politique, ce processus, loin de



constituer une ébauche de solution concrète, n'a fait que compliquer les perspectives d'une paix juste. Pour garder les privilèges de ce pouvoir qu'il a perdu lors des élections du 25 janvier 2006, la direction du Fatah a tout fait pour empêcher la partie gagnante (le Hamas) de gouverner normalement. L'homme fort du Fatah à Gaza, Mohammed Dahlan, a utilisé les différentes forces de sécurité liées à l'autorité palestinienne pour entraver le travail des membres du gouvernement issus du Hamas, suite aux élections.

En ce qui concerne le Hamas, à aucun moment il n'a voulu réellement partager le pouvoir avec les autres tendances ; les négociations qu'il a menées avec elles étaient marquées par cette absence de disposition pour le partage du pouvoir. Le Hamas n'a jamais montré sa volonté de s'engager à intégrer l'OLP en participant à sa recomposition pour qu'elle devienne le représentant de l'ensemble des Palestiniens. Cette attitude montrait que ce mouvement n'a pas encore intégré dans sa culture la logique du consensus politique intra-palestiniens. On se rappelle que son premier gouvernement ne comportait que des éléments du Hamas. Quant au 2^{ème}, formé au mois de mai 2007 à la suite de l'accord de la Mecque avec le Fatah sous l'égide du roi d'Arabie, ce n'est qu'une redistribution des privilèges liés au pouvoir. Leur accord n'était pas un accord politique, loin s'en faut, pour l'ensemble des Palestiniens.

Cela explique que l'affrontement entre les deux était inévitable et peu de temps après la constitution de ce 2^{ème} gouvernement, les rues de Gaza ont connu des affrontements fratricides et meurtriers qui ont fait des dizaines de victimes.

Depuis donc ce 14 juin 2007, date du coup de force du Hamas à Gaza, les dirigeants de ce mouvement s'isolent de plus en plus à défaut d'adopter une attitude basée sur la culture du consensus politique. La répression est devenue le seul moyen qu'ils utilisent, pas seulement à l'égard des membres du Fatah, mais également envers d'autres tendances palestiniennes. Dans ce sens, on peut expliquer la politique répressive à l'égard de la presse (fermeture des stations de radio, des stations de télévision, arrestation de journalistes, politique d'intimidation, etc.) ainsi que l'interdiction pour certaines associations de poursuivre leurs activités.

Cette logique répressive du Hamas explique la tragédie du 13 novembre. Poursuivre dans ce sens entraînera de l'autre partie des réactions allant vers plus de répression contre les militants du mouvement du Hamas en Cisjordanie. Déjà les forces de sécurité palestiniennes contrôlées par Mahmoud Abbas ont arrêté presque 500

membres du Hamas et fermé 120 associations qui assuraient le travail social et politique du Hamas dans les territoires de la Cisjordanie.

Dans l'intérêt du peuple palestinien, il est urgent d'arrêter cette logique répressive des uns et des autres et de sortir de ce processus d'interactions destructrices qui paralysent les capacités de ces mouvements.

Que faire?

- Le Hamas doit faire le premier geste dans un processus d'apaisement qui consiste à rendre les locaux des différentes institutions palestiniennes (Ministères, casernes et autres infrastructures) à l'autorité palestinienne représentée par Mahmoud Abbas. Certains mouvements palestiniens comme le FPLP ont proposé que ces infrastructures soient mises à la disposition d'une tierce partie, ce qui pourrait constituer une solution intermédiaire.

- La dissolution du gouvernement d'urgence national présidé par Salam Fayad. Celui-ci n'a aucune légitimité institutionnelle, il s'inscrit dans le processus des réactions des uns et des autres. Face à cette crise institutionnelle extrêmement grave, notre peuple dans les territoires occupés devra être consulté rapidement sur la base d'un système électoral intégralement proportionnel : cela permettra de mettre en place un système politique pluraliste dont on a besoin pour finir avec le dualisme politique qui bloque notre vie politique.

- Reconsidérer la composition de toutes les institutions de sécurité palestiniennes, qu'elles soient en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza. Il est plus qu'urgent - et l'expérience l'a montré - d'entamer une politique dite de dépolitisation de celles-ci. Il faut qu'elles soient loin de toute influence politique sectaire et doivent avoir une seule mission : celle de la protection des citoyens aussi bien au niveau interne que face aux exactions répétées des forces militaires israéliennes.

- Limiter le dialogue national à un face-à-face entre le Fatah et le Hamas, s'est révélé être une erreur tragique. Le dialogue ne peut qu'être national (regroupant toutes les forces de toutes les tendances palestiniennes) : l'accord du Caire, conclu entre les 13 mouvements palestiniens, constitue un bon départ pour entamer un dialogue inter-palestinien. L'objectif de ce dialogue est de former un nouveau gouvernement d'unité nationale sur une base pluraliste représentative de toutes les mouvances politiques afin de répondre au mieux aux attentes de la population et de faire face efficacement au défi de l'occupation israélienne.

- Entamer sérieusement le processus de recomposition de l'OLP pour qu'elle devienne l'unique représentant du peuple palestinien, qu'il soit sur place ou bien dans la diaspora. Cette recomposition doit passer par l'entrée des mouvements qui ne font pas encore partie de l'OLP tels que le mouvement Hamas et le Jihad islamique. Quant à la question de la représentativité de chaque mouvement au sein des instances de l'OLP (Conseil national palestinien, Conseil central de l'OLP et Comité exécutif), cela doit passer chaque fois que c'est possible par un processus électoral. Ce sont les Palestiniens qui doivent décider librement de cette représentativité.

- Il faut opérer une séparation plus que nécessaire entre les mouvements palestiniens en tant que forces politiques et les institutions de l'autorité palestinienne : en tant qu'institutions de l'ensemble des Palestiniens, celles-ci ne doivent pas être la propriété des uns ou des autres. Il ne faut jamais oublier que l'autorité palestinienne n'a de légitimité que sur la base des accords d'Oslo de 1993 ; sa



mission se limite à la gestion des affaires des Palestiniens habitant les territoires occupés. Quant à l'OLP, elle est la seule qui puisse gérer le dossier politique palestinien. Elle est le représentant de tous les Palestiniens, son programme doit être le programme d'unité nationale qui défend les éléments fondateurs de la question de la Palestine, à savoir le droit à la création d'un Etat palestinien indépendant et le droit au retour des réfugiés

palestiniens sur la base de la résolution 194 des Nations Unies de 1948.

- La gauche palestinienne se trouve dans un moment historique de son existence. Elle est appelée à unifier ses rangs en vue de présenter la troisième voie dont le peuple palestinien a plus que jamais besoin : ses cinq composantes (FPLP, FDLP, PPP, FIDA et l'Initiative Nationale), doivent enfin avoir une attitude responsable et s'éloigner des querelles de leadership.

Bruits de bottes dans le Golfe persique

'Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée l'orage' - Jean Jaurès

La région du Golfe n'en finit pas de faire les frais des politiques impérialistes des Etats-Unis et de leurs valets. Les arguments et les preuves fallacieuses sur lesquelles la coalition guerrière étasunienne s'est fondée pour mener sa guerre impérialiste en Irak, n'ont pas résisté à l'épreuve des faits. Point d'armes de destruction massive, point de lien entre Saddam Hussein et Ben Laden, point d'enrichissement d'uranium... Le résultat est lamentable : une situation chaotique en Irak, des centaines de milliers de morts, et en perspective un démembrement programmé de cet Etat, renvoyé pour des décennies à l'âge de pierre. Son péché : détenir l'une des plus grosses réserves d'hydrocarbures au monde. Cela aiguise forcément les appétits.

Ils sont en passe de nous rejouer le même scénario avec l'Iran. Certes, les motivations sont quelque peu différentes et les objectifs à atteindre plus ambitieux. La nouveauté dans le scénario est le basculement de la France dans le camp des va-t'en-guerre, alors qu'elle avait joué le rôle exactement contraire dans la guerre en Irak. L'axe du mal passe cette fois, par Washington, Tel Aviv et Paris.

On prend les mêmes arguments et on recommence

Cette fois, l'Iran est accusé de vouloir mettre au point l'arme nucléaire. Or, pour l'Iran, il ne s'agit purement et simplement de d'accéder au nucléaire civil. D'ailleurs, Mohamed el Baradei, directeur général de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique vient récemment de déclarer sur CNN qu' « il n'avait à ce stade aucune preuve que la République islamique d'Iran cherchait à se doter d'une bombe atomique. "Avons-nous vu en Iran les éléments nucléaires qui peuvent être rapidement transformés en arme ? Non. Avons-nous vu un programme actif de militarisation du nucléaire ? Non". Il estime, citant les estimations des américains eux-mêmes, que « même si l'Iran essayait de produire une arme nucléaire, il lui faudrait encore plusieurs années avant d'y parvenir ». Ce qui laisse largement le temps aux solutions diplomatiques. Par ailleurs, sur quel droit se base-t-on pour que certains puissent accéder à la technologie nucléaire, et d'autres pas ? Faut-il rappeler, que dans l'histoire récente de cette arme dévastatrice, seuls les Etats-Unis l'ont déjà utilisée

sur des êtres humains, en 1945, à Hiroshima et Nagasaki ?

Suite à ces déclarations, les réactions virulentes de Washington et de Tel Aviv ne se sont pas fait attendre qui demandent la démission du directeur général, seul candidat à sa succession pour un troisième mandat.

Quelles sont les motivations réelles des uns et des autres ?

Les motivations de Tel Aviv sont doubles : préserver à tout prix son statut hégémonique de superpuissance dans la région et laver l'affront de la défaite essuyée face à la résistance libanaise (et plus particulièrement le Hezbollah libanais que l'Iran est accusé de soutenir).

Pour les Etats-Unis, des facteurs endogènes et exogènes entrent en jeu : le climat social délétère, les scandales financiers à l'intérieur et une politique extérieure désastreuse et coûteuse (guerre en Irak et en Afghanistan), avec une perte de crédibilité à l'international sans précédent des USA. Par ailleurs, les rapprochements Moscou-Téhéran confortés par le récent sommet de la Caspienne (qui a regroupé outre l'Iran et la Russie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan), et Pékin-

Téhéran donnent des sueurs froides à Georges Bush et aux USA qui ne veulent surtout pas que puisse se construire un bloc de résistance sur les décombres de l'URSS et veulent en même temps empêcher la Chine d'accéder aux réserves pétrolières des pays du Golfe (comme ils veulent le faire au Soudan avec l'affaire du Darfour).

Le réel basculement vient de la position de la France qui a largement déplacé sa ligne de démarcation en termes de politique étrangère. L'alignement de Sarkozy sur la politique américaine ne fait plus guère de doute, tentant par

ce biais de reprendre un rôle de premier plan dans l'Europe, largement dominé actuellement par l'Allemagne. Il s'est ainsi dépêché de prendre la place encore chaude de Tony Blair, largement désavoué à posteriori pour son alignement américain.

A travers la voix de Bernard Kouchner, Ministre des affaires étrangères, ce changement de ligne politique est



apparu sur au moins deux sujets : le Moyen-Orient (soutien à la politique sioniste d'Israël et dénonciation du Hezbollah et du Hamas comme organisations terroristes) et sur l'Iran. Sur ce dernier sujet, Bernard Kouchner déclare qu'il « faut se préparer au pire » c'est-à-dire la guerre. Mais seuls les crédules seront étonnés du discours guerrier du « French doctor ». En utilisant l'ingérence humanitaire comme nouveau bras de l'impérialisme et de la recolonisation, il a cautionné les bombardements de la Serbie, de l'Afghanistan et de l'Irak. Il a même fait plusieurs conférences en son temps aux USA pour dénoncer la position française courageuse du refus de la guerre d'Irak. Tout en s'aplatissant d'excuses. Son soutien à Israël et sa haine de la cause palestinienne sont aussi bien établis. Sans oublier son passage lamentable comme « gouverneur » du Kosovo. En définitive, sa nomination aux Affaires étrangères par Sarkozy ne relève d'aucune manœuvre politique mais

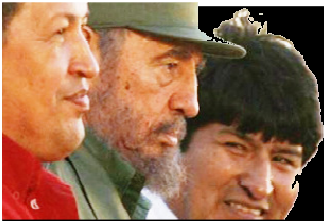
d'un réel accord entre les deux hommes sur la politique étrangère de la France.

L'attaque de l'Iran est-elle imminente ?

Les préparatifs sont bien réels. Une armada, largement plus importante que celle déployée pour l'Irak est actuellement dans la région. Un plan d'attaque israélo-américaine aurait même été éventé par les services russes. Toutes les tentatives d'avancées diplomatiques sont sabotées par les USA.

Une attaque de l'Iran aurait des conséquences incalculables dans la région mais pourrait enclencher un processus irréversible de guerre généralisée, avec une possible utilisation d'armes atomiques

Face aux faucons israélo-franco-étatsuniens, l'urgence est de construire un mouvement de refus de la guerre, un mouvement de la paix suffisamment puissant pour en finir avec le surarmement et en finir avec les visées impérialistes des puissances militaires.



L'AMERIQUE LATINE : UN EXEMPLE POUR NOUS !

Il y a quarante ans, Ernesto Che Guevara était assassiné en Bolivie. Il était une des figures emblématiques d'une époque où les pays socialistes, les prolétaires des pays industrialisés et les peuples des pays coloniaux et semi-coloniaux faisaient converger leurs luttes contre le système impérialiste mondial.

Quarante ans après, l'Amérique latine est de nouveau le terrain de combats d'avant-garde dans une époque de contre-révolution. De Castro à Chavez en passant par Morales, le souffle de l'idéal de résistance du Che indique une nouvelle fois qu'il est possible de résister et de vaincre la contre-révolution.

Aujourd'hui, comme il y a 40 ans, des jeunes partout sur la planète reconnaissent dans la figure du Che un idéal d'engagement pour le peuple, d'intégrité personnelle et de cohérence révolutionnaire.

Contrairement à ce que voudraient nous faire croire les médias bourgeois, il ne s'agit ni d'une mode, ni du simple effet d'une récupération commerciale. Il ne faut pas ici inverser de manière idéaliste les causes et les conséquences. Ce n'est pas parce qu'il y a exploitation commerciale de la figure du Che que les jeunes sont attirés vers lui mais parce qu'il est devenu un symbole que le monde des affaires exploite commercialement son image. Il nous faut ainsi réapprendre les éléments de base du matérialisme.

Ceci est d'autant plus vrai, qu'à l'occasion du 40ème anniversaire les médias bourgeois se sont empressés de mobiliser des prétendus « intellectuels » et autres « spécialistes » pour abattre sur le Che le qualificatif « d'assassin sanguinaire ». Le réveil antilibéral progressiste et révolutionnaire en Amérique latine rend dangereux pour le capitalisme l'utilisation commerciale de l'image du Che, icône inoffensive, en période de défaite du socialisme.

Hier comme aujourd'hui : la même solidarité...

C'est parce que le combat du Che était inextricablement lié au combat de Cuba socialiste qu'il fallait être activement solidaire hier. De la même façon, c'est parce que les combats de Chavez et Morales sont dialectiquement liés à la résistance de Cuba socialiste que nous devons être activement solidaires aujourd'hui. La résistance de Cuba a contribué à réunir les conditions qui ont permis la maturation des forces révolutionnaires dans l'ensemble de l'Amérique latine. A leur tour, la victoire de ces forces dans plusieurs pays permet de desserrer l'étau impérialiste qui depuis des décennies tente d'étouffer Cuba socialiste.

C'est parce que le combat du Che articulait les questions sociales et les questions nationales qu'il fallait le soutenir activement. C'est pour la même raison que nous avons le devoir de construire une solidarité active avec les pays d'Amérique Latine qui articulent aujourd'hui par la révolution bolivarienne les questions sociales et nationales.

Nous vivons une époque où le système impérialiste mondial a de plus en plus intérêt pour augmenter ses surprofits à détruire le cadre national. Cela ne concerne pas seulement les pays dominés par l'impérialisme mais également des puissances industrielles comme la France. Ici aussi, nous sommes confrontés à la nécessité d'articuler la question sociale et la question nationale.

C'est parce que le combat du Che montrait le chemin pour tous les peuples dominés que nous avons à le soutenir. La lutte contre notre impérialisme suppose un soutien inconditionnel à toutes les forces qui affaiblissent notre ennemi commun : le système impérialiste mondial. L'internationalisme prolétarien est



justement cette compréhension des intérêts communs nous conduisant à soutenir activement et fraternellement non seulement le combat des classes ouvrières dans le monde mais également les combats pour l'émancipation nationale quelles que soient leurs formes d'expression. C'est exactement pour les mêmes raisons que les ruptures révolutionnaires actuellement en œuvre en Amérique Latine sont à soutenir complètement et non avec des pincettes et réserves comme le font les trotskystes et autres révisionnistes.

Hier comme aujourd'hui, malgré deux contextes différents, ce sont les mêmes forces qui s'affrontent, pour les mêmes raisons. Ce qui distingue ces deux époques, c'est simplement deux états de rapports de forces différents. Pour le reste ce sont les mêmes intérêts sociaux dans le monde entier qui ont intérêt à soutenir les forces révolutionnaires d'Amérique latine et les mêmes qui ont intérêt à les combattre.

A propos du nationalisme...

Il est fréquent d'entendre aujourd'hui des soi-disant soutiens critiquer le penchant « trop nationaliste » des révolutions cubaine ou vénézuélienne par exemple. Les ruptures révolutionnaires ne seraient pas assez pures et trop teintées de « nationalisme » pour être soutenues sans conditions. C'est ici oublier la distinction essentielle entre nationalisme des nations dominantes et celui des nations dominées. C'est occulter que l'impérialisme est un système mondial qui non seulement exploite la classe ouvrière mais aussi fait sombrer dans la misère des peuples entiers. C'est oublier que la question nationale est dans les pays dominés une question incontournable et une condition pour poser la question sociale, c'est à dire pour ouvrir le chemin à la révolution socialiste. Oui! Pour l'ensemble des pays dominés et dépendants, les expériences révolutionnaires d'Amérique Latine portent des leçons internationales. Elles sont des modèles, non pas au sens d'expériences qu'il faudrait reproduire à l'identique mais au sens de leçons universelles qu'il convient ensuite d'adapter aux caractéristiques de chaque nation dominée.

Soit ! - nous diront certains - mais nous qui vivons dans un pays industrialisé n'avons rien à apprendre des expériences d'Amérique Latine! Ce qui est vrai pour eux ne l'est pas pour nous! Généralement ceux-là adoptent un ton docte et des postures de donneurs de leçons pour nous rappeler une leçon de base : il faut quand même tenir compte de la différence des contextes! Mais depuis quand la différence de contexte a-t-elle empêché l'existence de dimensions communes. Tel est ainsi le cas sur la question nationale. Contrairement à une lecture mécaniste du marxisme, la question nationale a une histoire. Et nous en sommes aujourd'hui à une phase de cette histoire où l'impérialisme a intérêt à détruire le cadre national alors que les peuples ont intérêt à le défendre. Or c'est justement un des points forts des expériences latino-américaines que cette articulation entre question nationale et question sociale. En ce sens aussi, nous avons beaucoup à apprendre des expériences de Cuba et du Venezuela.

Mais enfin! nous dira-t-on, le nationalisme dans les pays industrialisés, c'est l'arme de la bourgeoisie pour occulter la question de classe. C'est oublier la différence entre essence et apparence que de dire de telles inepties. Certes en apparence, la bourgeoisie développe des discours prétendant défendre la nation et généralement de manière réactionnaire en posant que la défense de la nation suppose la concurrence avec les autres nations.

Cuba rend la vue aux laquais aveuglés par l'impérialisme !

Les médecins cubains, fierté du système de santé de leur pays, sont connus dans de nombreux pays du tiers monde pour soigner les pauvres dans les bidonvilles où les médecins privés locaux ne veulent pas se rendre, dans les régions dévastées par des catastrophes naturelles comme au Pakistan il y a quelques années ou en Asie du Sud-Est, dans les régions abandonnées à leur sort par les autorités locales... Le régime tant diabolisé par les USA et l'UE manifeste sa solidarité internationaliste en envoyant ainsi des missions de plusieurs milliers de médecins et de travailleurs sociaux en Amérique Latine, en Asie, en Afrique.

Récemment, le soldat bolivien chargé par ses supérieurs, eux-mêmes commandés par la CIA, d'exécuter Che Guevara le 9 octobre 1967 dans le village de la Higuera, Mario Teran, a ainsi pu recouvrir la vue suite à une opération de la cataracte, entièrement gratuite, grâce aux médecins de l'Opération Milagro, implantée en Bolivie... La lettre de remerciement publiée par son fils dans un journal bolivien, et dévoilant la nouvelle, n'est malheureusement pas parvenue aux journaux français (sans doute occupés à couvrir les exploits humanitaires du pays berceau des Droits de l'Homme auprès des « orphelins du Darfour » !). Quand les valets de la « plus grande démocratie du monde » manifestent leur « humanisme » en exécutant des Héros qui luttent pour que tous les hommes puissent vivre décemment, l'Etat socialiste manifeste son « totalitarisme » en rendant la vue à ceux qui l'ont si profondément endeuillé !



Dans les faits pourtant, elle prend des mesures concrètes antinationales. C'était le cas hier lorsque l'on développait un « nationalisme » pour que les ouvriers de France se fassent les complices de la colonisation de l'Algérie alors que dans le même temps la même bourgeoisie enclenchait la construction européenne, c'est à dire entamait le processus d'affaiblissement du cadre national. C'est le cas aujourd'hui de Sarkozy qui développe un « nationalisme » bruyant tout en bradant l'indépendance nationale dans la poursuite de la construction européenne et dans son rapprochement avec les USA. Pour nous aussi, les expériences révolutionnaires en cours en Amérique Latine sont riches de leçons.

El Che vive !

L'actualité de la pensée de Che Guevara au cœur de la journée du 6 octobre, quarantième anniversaire de son assassinat



Le succès a été au rendez vous de la journée d'hommage et de mobilisation à l'initiative de France-Cuba Pas de Calais, efficacement soutenue par le Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF) et la Coordination Communiste Nord-Pas de Calais.

Pour le quarantième anniversaire de l'assassinat d'Ernesto Che Guevara, des centaines de personnes se sont d'abord rassemblées samedi 6 octobre dernier, en début d'après midi place de la République à Lille. Après plusieurs déclarations politiques des organisations présentes et un spectacle musical, eut lieu la première manifestation en soutien à Cuba socialiste connue dans la métropole ! L'événement lillois en l'honneur du Che s'est ensuite poursuivi dans la salle Concorde, au cœur du quartier populaire du Faubourg de Béthune, où trois cents personnes se sont pressées, visitant notamment une magnifique exposition sur la vie et les engagements politiques du guérillero communiste mise à disposition par nos amis de l'Espace Che Guevara du Havre. Les participants ont également assisté à une projection sur grand écran du documentaire « El Che Vive » d'un ami de Cuba, Michel Maillet. Ce film a servi d'introduction à un riche débat entre la salle et une tribune composée de nos camarades Saïd Bouamama (Coordination Communiste), Vincent Flament (PRCF), Marie-France Fovet (secrétaire du Comité France Cuba 62) et André Minier (direction nationale de France Cuba). Il est clair que le regain de popularité du Che, parmi la

jeunesse notamment, en fait aujourd'hui une icône gênante, à l'heure où les autorités européennes criminalisent de plus en plus les mouvements communistes (en particulier en Europe de l'Est où ils renaissent).

Le premier secrétaire de l'ambassade de Cuba à Paris, Ernesto Rey Pino a bien mis en valeur dans ce débat,

l'apport de la pensée du Che dans la révolution cubaine, révolution qui aide, par l'intermédiaire de ses médecins, ses éducateurs, les populations les plus défavorisées dans des dizaines de pays à travers le monde. Quarante ans après sa disparition, le Che, par son action, est bien présent dans le monde, à Cuba mais aussi au Venezuela, en Bolivie, en Equateur, au Nicaragua, etc.

Il est à noter par ailleurs qu'à l'occasion de cette journée du 6 octobre à Lille, un Comité de la Métropole lilloise France-Cuba s'est mis en place. Après le débat, une soirée festive a prolongé cette journée militante ; une dizaine de groupes musicaux régionaux et de Paris se sont succédés bénévolement sur scène, interprétant des chants

révolutionnaires, de luttes, de soutien aux sans papiers, etc. L'après midi et la soirée, organisées par la Coordination Communiste et le PRCF59, ont été également l'occasion de réunir de nombreuses organisations politiques et associatives progressistes liées à l'Amérique Latine de la région qui ont tenu des stands. Cette initiative de solidarité internationaliste, très réussie, en appellera d'autres !





Cela fait maintenant près de 10 ans que notre Coordination Communiste implante son stand à la Braderie de Lille, rendez-vous de masse incontournable de la rentrée.

C'est chaque fois l'occasion pour nous de rencontrer au hasard des allées une foule de gens, tous différents, de converser avec eux en toute franchise, sans langue de bois, de développer en résumé nos arguments politiques et propositions.

Et les surprises ne manquent pas!

Beaucoup de monde prend nos tracts et les lit. Mais, autant certains prennent le temps de s'arrêter, de dialoguer en toute bonne foi jusqu'à montrer quelque accord et sympathie, autant d'autres nous ignorent carrément ou encore nous taquinent par quelque quolibet anticomuniste. Une dernière catégorie ultra-minoritaire ose parfois même nous provoquer par l'insulte hargneuse. Preuve que le communisme n'est pas mort, il vit encore!

Prendre ainsi le pouls de la population, de son moral, écouter ses revendications, ses aspirations, se confronter de vive voix à l'opinion publique, voilà un sondage grandeur réelle qui vaut mieux que toutes les enquêtes orientées des médias pour mesurer l'état réel de conscience des masses.

Cette année, nous avons pu vérifier chez les partisans traditionnels de la gauche un certain abattement mêlé d'un sentiment d'urgence à réagir mais, - il faut le dire aussi - dans nombre de têtes le poids de la propagande élyséenne: Sarkozy a bien eu ses voix quelque part! On avait l'impression que beaucoup étaient encore anesthésiés par les promesses du candidat Sarko et campaient dans l'expectative: attendre et voir venir...la rupture annoncée d'avec les politiques antérieures.

Un trimestre après, il vaudrait le coup de rencontrer à nouveau tous ces électeurs bluffés par le petit camelot, après les fortes hausses du pain, du lait, des fruits, de l'essence, les cadeaux fiscaux aux plus riches, la baisse en chute libre de leur pouvoir d'achat, le travailler plus pour gagner moins, l'explosion de la pauvreté, la politique répressive anti-immigrés, etc.

Cette année, adossé au Musée des Beaux-arts, boulevard de la Liberté, notre stand et sa librairie ont connu un vif succès. Nos drapeaux rouges flottant au vent restent

toujours un point de repère et de ralliement pour tous ceux à qui le communisme ne fait pas peur: militants, ex-militants, syndicalistes, sympathisants, ... Certains nous découvrent, d'autres sont des habitués de longue date!

Une nouveauté à signaler: le dimanche après-midi, la Coordination Communiste 59/62 avait invité les responsables du mouvement social de la métropole à un apéro fraternel. Pour une première, ce fut un beau succès. Pendant près de deux heures, le stand n'a pas désempilé. Le temps de retrouvailles avant les grandes mobilisations des Sans-papiers et l'hommage au Che de septembre-octobre: on y trinquait, on y dansait la salsa jusqu'à déborder dans les allées, entraînant même les passants aux rythmes cubains.

La camaraderie c'est ça: uni(e)s dans les luttes, ami(e)s dans la fête.

IPNS

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anti-colonialiste, associatif,...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et oeuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste (un cours par mois)... en consultant notre site :

<http://coordin.communiste.free.fr>